



LES PAQUES DE L'EUROPE CHRETIENNE



Miniature roumaine du XIVe siècle

MOUVEMENT EUROPEEN

PRESIDENTS D'HONNEUR

KONRAD ADENAUER, JEAN MONNET, HAROLD MACMILLAN, PAUL-HENRI SPAAK.

MEMBRES DU BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL DU MOUVEMENT EUROPEEN:

Maurice FAURE, Président; Sir Edward BEDDINGTON-BEHRENS, Vice-Président; Dr. Enzo DALLA CHIESA, Baron F. C. von OPPENHEIM, Pierre WIGNY, Baron BOEL, Robert van SCHENDEL, André ALERS, Paul de AUER, Georges BOHY, Henry CRAVATTE, Fritz ERLER, Etienne HIRSCH, John HYND, Livio LABOR, Rodolfo LLOPIS, René MAYER, J. H. C. MOLENAAR, André MORICE, Franco NOBILI, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, The Rev. Hon. DUNCAN SANDYS, André VOISIN, Th. E. WESTERTERP, Terje WOLD, Alois ZIMMZE.

MEMBRES SUPPLEANTS

Jean BARETH (supp. de M. CRAVATTE), Henri GIRONELLA (supp. de M. PHILIP), Joseph SANS (supp. de M. MAYER), Jean SEITLINGER (supp. de M. WIGNY), Lucien SERMON (supp. du Baron BOËL).

ORGANISATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES ADHERANT AU MOUVEMENT EUROPEEN

CONSEIL ALLEMAND, CONSEIL AUTRICHIEN, CONSEIL BELGE, CONSEIL BRITANNIQUE, CONSEIL DANOIS, CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL, CONSEIL FRANÇAIS, CONSEIL GREC, CONSEIL IRLANDAIS, CONSEIL ITALIEN, CONSEIL LUXEMBOURGEOIS, CONSEIL NEERLANDAIS, CONSEIL NORVEGIEN, CONSEIL SUEDOIS, CONSEIL SUISSE, CONSEIL TURC, ASSOCIATION EUROPEENNE DES ENSEIGNANTS (A.E.D.E.) CENTRE D'ACTION EUROPEENNE FEDERALISTE (A.E.F.), CONSEIL DES COMMUNES D'EUROPE (C.C.E.), CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN, LINGUE EUROPEENNE DE COOPERATION ECONOMIQUE (L.E.C.E.), MOUVEMENT FEDERALISTE EUROPEEN, MOUVEMENT GAUCHE EUROPEENNE, MOUVEMENT LIBERAL POUR L'EUROPE UNIE, UNION EUROPEENNE DES DEMOCRATES-CHRETIENS, UNION DES RESISTANTS POUR UNE EUROPE UNIE.

ORGANISATIONS ASSOCIEES AU MOUVEMENT EUROPEEN

ORGANISATION EUROPEENNE DE LA CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS CHRETIENS (C.I.S.C.), SECRETARIAT SYNDICAL EUROPEEN (C.I.S.L.).

COMMISSION D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Etienne de la VALLEE POUSSIN (Belgique), Pierre ABELIN (France), Sir Edward BEDDINGTON BEHRENS (Gde Bret.), Prof. G. CASSIMATIS (Grèce), Avv. Michele CIFARELLI (Italie), Sir Geoffrey de FREITAS (Gde Bret.), Edmond GISCARD d'ESTAING (France), Dr. K. J. HAHN (Pays-Bas), Prof. Gunnar Edward HECKSCHER (Suède), Frau Dr. Elinor HUBERT (Allemagne), Lord St. OSWALD (Gde Bret.), Paul de AUER (Hongrie), Vilem BERNARD (Tchécoslov.), Georges DIMITROV (Bulgarie), Dr. Constantin DRAGAN (Roumanie), Vane IVANOVIC (Yougoslavie), Count Edward RACZYNSKI (Pologne), Ion RATIU (Roumanie), Paul REYNHARDS (Lettonie), Pavel TIGRID (Tchécoslov.), A. TORMA (Estonie), V. VANGUELOV (Bulgarie), M. T. ZAVALANI (Albanie).

Secrétaires:

Thomas PHILIPPOVICH (Hongrie), John POMIAN (Pologne).

Oh! si seulement nos peaux étaient noires!... Pourquoi les Européens n'auraient-ils pas aussi le droit d'être libres?

UN NOUVEAU JALTA?

par

John Biggs - Davison

La génération qui est née à l'époque de Yalta est aujourd'hui à l'âge adulte et l'Europe est encore toujours déchirée en deux.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, sept cents millions d'hommes ont été rendus à la liberté ou, comme certains diront, ont été abandonnés à eux-mêmes par les puissances coloniales de l'Occident. Pendant le même temps, à l'Est, un nombre égal d'êtres humains est tombé sous le joug du colonialisme anticolonialiste des empires communistes. Il y a plus d'un siècle, le leader irlandais Daniel O'Connell pouvait déjà s'écrier: «Oh! si seulement nos peaux étaient noires!»

Ce cri du cœur trouverait un écho aujourd'hui en Europe. Pourquoi les Européens n'auraient-ils pas aussi le droit d'être libres? Ce que le Cardinal Mindzentyz déclara, lors de son bref et glorieux répit dans l'esclavage; peut être dit des autres anciens Etats d'Europe aujourd'hui sous la domination de la Russie Soviétique. A la radio de Budapest, le 3 novembre 1956, le Primat de Hongrie avait dit:

«Le pays veut être libre de choisir son mode de vie. Cela implique la liberté avec la souveraineté nationale et l'indépendance économique».

Les héros de l'indépendance hongroise ont combattu pour l'indépendance de leur pays. Ils ont combattu aussi pour rejoindre l'Europe. Une nation libre dans une union européenne, ceux qui pensaient aux jours anciens ne rêvaient pas à autre chose. C'était cela, la cause pour laquelle s'étaient battus les cadets de l'Académie militaire Pétöfi, qui s'étaient joints aux étudiants, et avec les jeunes travailleurs et les huit cents révoltés. C'était la cause de la gauche autant que de la droite, des monarchistes autant que des marxistes. Les tanks russes ont écrasé là les seuls véritables soviets de tout le monde communiste.

L'Occident n'a pas bougé et, depuis, dix années ont passé. Il n'y aura plus de croisade pour la libération de l'Europe de l'Est.

L'affaire de Cuba a marqué un tournant. L'U. R. S. S. et les U.S.A. ont appris depuis à se ménager l'un l'autre. Les deux géants se sont vus au-dessus de l'abîme sans fond. La Russie a reculé. Agiter des fusées est devenu un instrument moins important de la diplomatie des grandes puissances. Moscou a démantelé les rampes de missiles installées à Cuba. Les Américains ont, de leur côté, démantelé les leurs en Turquie, en Italie et en Angleterre. Le traité sur la limitation des expériences nucléaires est conclu et une nouvelle ère commence, celle d'une compréhension plus étroite entre les Russes et les Américains.

A l'heure qu'il est, Moscou et Washington recherchent une formule de coopération pour le règlement de l'affaire vietnamienne. Le 7 octobre dernier, le Président Johnson parlait de «réconciliation avec l'Est», et annonçait l'abandon de mesures de restriction du commerce américain avec l'Europe de l'Est. On venait depuis peu d'agréer une ligne aérienne directe entre New York et Moscou.

De nouveaux espoirs sont nés, de nouvelles craintes aussi.

Ne devons-nous pas redouter un nouveau Yalta? Le prix de la paix ne sera-t-il pas le renforcement de la censure au milieu de l'Europe et de l'Allemagne?

Poser pareilles questions implique qu'on ignore les changements intervenus dans le monde depuis Yalta et depuis Cuba.

Il est devenu plus difficile et plus dangereux pour une grande puissance nucléaire d'imposer ses volontés à d'autres nations. Ce ne sont ni les obligations militaires découlant du Pacte de Varsovie, ni les liens économiques du Comecon, ni l'envahissante idéologie, ni le système policier qui ont empêché les déviations nationales dans le camp soviétique. Seule parmi les puissances communistes, l'U. R. S. S. dispose de moyens nucléaires. Malgré cela, Moscou s'est révélé incapable de maintenir l'alignement des satellites, et le chauvinisme chinois, qu'appuie l'Albanie, ne prétend pas seulement être le conservatoire de l'orthodoxie marxiste et le champion des races de couleur, mais prétend à des droits historiques sur des territoires soviétiques.

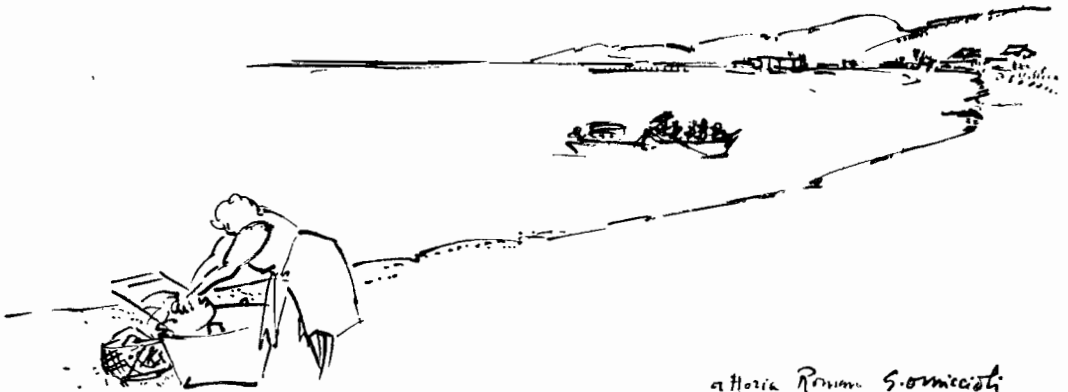
Sérieusement engagés en Extrême-Orient et préoccupés par de graves problèmes intérieurs, les Etats-Unis souhaitent pouvoir réduire l'importance de leurs forces en Europe. Il est bien évident qu'une Europe occidentale intégrée, plus peuplée et plus avancée que l'U. R. S. S., pourrait et voudrait assurer elle-même sa défense. Et lorsque Léonide Brejnev dit de l'Alliance Atlantique qu'elle est le chef imposé de l'orchestre européen, il devrait comprendre que c'est l'occupation par les Soviétiques, de l'est de l'Europe, qui nécessite la présence militaire américaine dans l'Ouest.

Au fur et à mesure que la puissance chinoise grandit, l'U. R. S. S., incertaine de ses arrières en Europe, aurait bien plus d'intérêt à y voir une Europe unie, mais comprimée par les Américains, plutôt que des vasaux récalcitrants. L'équilibre pourrait se faire entre 200 millions d'Américains, 400 millions d'Européens, 200 millions de Soviétiques, qui s'opposeraient ensemble aux 800 millions de Chinois.

La volonté des Européens de s'unir ne continuera pas toujours à être étouffée.

Nous ne savons pas encore sous quelle forme elle prendra réalité. A mon avis, ce ne sera pas sous la forme d'une Europe atlantique. Ni d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural. Ce sera une Europe européenne, plus étendue que le Marché Commun, ou même que le Marché Commun plus la Zone de Libre-Echange, une Europe de la Pologne au Portugal, une Europe confédérée pour tout ce qui touchera à sa défense et à sa politique extérieure...

... Une Europe assez forte pour conserver les Russes dehors et les Allemands dedans.



Atoria Roman Sornicost

Michel de la Ventolière

LA GRANDE BRETAGNE ET LA RUSSIE EN MARGE DE L'EUROPE

« Si la Grande Bretagne et la Russie, toutes les deux puissances marginales ayant un intérêt vital dans le Continent, mais ne lui appartenant pas, sont mises de côté, alors les pays considérés dans ce livre pourraient être décrits en vérité comme « l'Europe de l'Est », parce qu'ils constituent la moitié de l'Est du Continent européen dans le sens le plus strict ».

Telle est la définition que le professeur Hugh Seton-Watson, un des plus éminents historiens britanniques en vie, donne de l'Europe de l'Est dans l'introduction de son livre « *Eastern Europe between the wars* » (Cambridge, 1945).

Ce n'est pas de sa définition que nous voudrions entretenir nos lecteurs, mais du rapprochement qu'il fait dans cette définition entre la Grande-Bretagne et la Russie, toutes les deux « puissances marginales » qui « n'appartiennent pas au Continent européen ».

De la manière dont l'auteur, un grand spécialiste d'histoire russe d'ailleurs, tourne ces qualifications politiques sous sa plume, nous comprenons qu'il ne s'agit pas d'une affirmation à la légère, mais d'une conviction qui s'appuie même sur des arguments très historiques dans leur aspect, à travers une bonne partie de son oeuvre. Ces qualifications trahissent chez l'éminent professeur une école de pensée historique qui domine d'ailleurs l'enseignement de l'histoire en Grande-Bretagne et c'est là où nous voudrions en venir :

Ce bulletin est dédié entièrement à l'euro-péisme. Pour nous, européens, les idéaux de liberté, de prospérité, de paix et d'amitié entre les peuples, en d'autres mots, notre humanisme, sont circonscrits dans l'euro-péisme, car nous croyons que la réalisation totale de ces idéaux n'est possible que dans la condition européenne. Animés par cette croyance nous nous penchons sur la définition de l'historien britannique pour retenir le fait que la Grande-Bretagne sied à côté de la Russie dans la vision historique d'un savant britannique contemporain, que dans ladite vision l'historien en question reconnaît le caractère marginal de ces deux puissances et qu'enfin, à l'heure où nous sommes, ce même historien est certain dans son affirmation que la Grande-Bretagne comme la

Russie n'appartient pas au Continent européen.

C'est une affirmation pleine d'enseignement pour les européens y compris et peut-être surtout, les européens britanniques, car à ce que nous sachions, cette pensée historique amplement développée dans l'oeuvre du professeur comme dans l'enseignement de beaucoup d'autres, n'a jamais été critiquée ou accueillie par une orientation contraire dans l'oeuvre d'un historien britannique contemporain quelconque.

La grande Bretagne partenaire secondaire des Etats Unis

Depuis le XVII^e siècle l'Europe a appris, non sans difficulté, combien la Grande Bretagne s'est avérée impuissante à concilier sa politique mondiale avec les termes historiques européens. Si dans le passé elle avait plutôt le statut de puissance européenne qui se détournait de l'Europe pour n'y revenir qu'en intruse et pour rétablir l'équilibre qui lui convenait, maintenant la Grande-Bretagne apparaît plutôt en partenaire secondaire des Etats-Unis qui se tourne vers l'Europe pour détraquer un équilibre à la création duquel elle a refusé de participer lorsque le Continent lui ouvrait les bras.

Aujourd'hui, plus que jamais, l'Europe se demande si la conversion subite de la Grande-Bretagne à l'euro-péisme n'est pas en réalité un calcul erroné de ce « Marché Commun », qu'elle pourrait voir trop en « marché » et pas du tout en vraie communauté européenne. Tout fait croire qu'il s'agit plutôt d'un calcul erroné, car la Grande-Bretagne n'est pas prête à entrer dans le Marché Commun, et c'est surtout à cause de sa mentalité. Son gouvernement, ses hommes politiques, ses historiens et ses économistes le savent, mais tous espèrent que quelque chose sauvera le pays de cette nécessité douloureuse ou que, si elle doit finalement entrer dans l'Europe, la Grande-Bretagne fera de son mieux pour « ramener » l'Europe plus près — non de la Grande-Bretagne mais du monde Anglo-Saxon, c'est-à-dire des Etats-Unis, commanditaires de la politique britannique.

LA MAISON DE L'EUROPE A PARIS

Xe ANNIVERSAIRE



Le 20 janvier 1967 tombait le Xe anniversaire de la création de la MAISON DE L'EUROPE, de Paris, foyer de rencontres et d'échanges culturels destiné à entretenir et développer les liens entre les Pays d'Europe. La « Maison de l'Europe », indépendante des groupements politiques, confessionnels ou économiques, est ouverte aux Français et à tous les Européens partisans des idées de coopération. Elle est placée sous la présidence d'une personnalité bien connue dans les milieux politiques et diplomatiques internationaux, Monsieur l'Ambassadeur André François-Poncet qui a déjà tant fait dans divers domaines, y compris la presse, pour la défense et la propagande de l'idée européenne.

Nous reproduisons ci-dessous le discours que M. François-Poncet a prononcé pour le dixième anniversaire de la « Maison de l'Europe » au siège de l'Organisation, rue de l'Échelle, à Paris.

Le discours de M. André François - Poncet

Nous nous sommes réunis, ce soir, dans la salle même où nous sommes nés, pour célébrer le dixième anniversaire de la création de la Maison de l'Europe. Comme ces dix ans ont passé vite!

« O temps, suspends ton vol! »
soupirerons-nous avec Lamartine.

Mais d'abord, je tiens à saluer et à remercier celles et ceux qui ont bien voulu se rendre à notre invitation et participer à cette soirée commémorative.

À côté des personnalités officielles, je salue cordialement les membres si dévoués de nos Comités d'accueil pour les jeunes et pour les adultes.

Je ne veux pas manquer, enfin, d'exprimer notre plus vive gratitude aux propriétaires de l'Hôtel Normandy, M. et Mme Chacon. Notre présence dans leur hôtel était pour eux, nous le savons bien, un embarras, une complication, et non un avantage. Ils ont accepté néanmoins de prolonger l'hospitalité qu'ils nous accordaient n'ont rien négligé pour nous faciliter notre tâche. Encore une fois, en notre nom à tous, je les remercie.

L'anniversaire, qui nous assemble en ce moment provoque chez moi des sentiments que j'appellerai « mélangés ». Ils sont à la fois assez mélancoliques, un peu amers, réconfortants, cependant, et colorés d'espérance.

Permettez que la mélancolie s'exprime en premier!

* * *

Conscients du mouvement qui, après la seconde guerre mondiale, portait les peuples d'Europe à se rapprocher, à apprendre à se connaître, à voyager, à échanger des visites, à se doter d'organisations et d'institutions communes, garantes de la paix, conscients, en même temps, du rôle que Paris, lieu de rencontre par excellence, rendez-vous de prédilection des étrangers, des touristes et des congressistes de toute espèce, pouvait, et devait, jouer dans ce grand courant d'idées et d'aspirations nouvelles, nous avons voulu fonder à Paris une Maison de l'Europe, comme il allait en exister, ou en existait déjà, au dehors:

- en Allemagne à Marienberg, Saarbrücken, Bonn, Berlin, Liebenzell.
- en Autriche à Wien, Graz.
- en Belgique à Liège, à Rickevelde
- au Danemark, à Copenhague
- en Grande Bretagne à Londres
- en Italie à Rome
- aux Pays-Bas à Borgharen-Limburg
- en Norvège à Fredrikstad.
- en Suisse à Zürich, et en France, à Bordeaux, Douai, Lille, Lyon, Nice, Nîmes, Rouen et Toulon.

Nous ne désirerions pas que la façade de cette Maison fût peinte d'une couleur politique particulière. Nous la concevions comme un foyer de rencontres internationales. Nous souhaitions qu'elle fût ouverte à tous les esprits européens, de droite ou de gauche, fédéralistes ou confédéralistes, partisans de l'Europe des Patries, ou apôtres de l'Europe intégrée, le souci de l'union et de l'organisation européenne étant leur commun dénominateur. Et aujourd'hui encore

nous demeurons fermement attachés à ces principes.

Notre projet fut bien accueilli. La Municipalité de Paris en saisit tout de suite l'intérêt. Les rapporteurs généraux, Julien Tardieu et Alain Griotteray, les préfets, Benedetti, Hass-Picard, nous témoignèrent leur sympathie active. L'Hôtel de Ville nous accorda une subvention généreuse, qu'il renouvela. Le Conseil Général de la Seine, à la demande de son Président actuel, notre incomparable ami Gevaudan, dont la sollicitude à notre égard ne s'est jamais démentie, suivit le bon exemple. Qu'ils soient les uns et les autres, loués, remerciés, assurés de notre durable reconnaissance!

* * *

Mais il nous fallait trouver un local, siège de nos activités. Avec ce problème commencèrent pour nous des difficultés d'où nous ne sommes pas encore sortis. La crise du logement battait son plein, si l'on peut dire. Entre Madame Marcelle Lazard, Notre Secrétaire Générale, et les propriétaires ou administrateurs d'immeubles qui nous eussent convenu, s'institua une course-poursuite hallucinante dans laquelle notre représentante déploya un zèle, une souplesse, une ténacité sans égales. Mais toujours les possibilités aperçues s'évanouissaient comme un rêve pour des raisons diverses; que de déceptions! que de fausses joies! La main qui allait se fermer pour prendre, n'étreignait que le vide!

En attendant, nous fûmes bien heureux de trouver un gîte à l'Hôtel Normandy et d'y occuper à l'entresol l'appartement que vous connaissez bien. Il correspond à ce qu'était, à la Belle Epoque, le pied-à-terre d'un jeune célibataire distingué.

C'était insuffisant. Mais c'était près de l'Opéra, de la rue de Rivoli, du Louvre, de l'Hôtel de Ville et, surtout, c'était une installation provisoire. C'était le bureau de l'architecte chargé de construire. Ce n'était pas la construction elle-même. Nous jugeâmes sage de nous en contenter pour le moment. Il y eut une séance inaugurale, le 15 Janvier 1966. Robert Schuman y assistait. Il nous fit un discours plein de gentillesse, d'indulgence, de confiance dans l'avenir, un discours bien dans sa manière qui était la manière douce, celle d'un homme profondément bon et grand dans sa modestie.

* * *

Nous n'avions oublié qu'une chose, à savoir qu'en France, il n'y a que le provisoire qui dure. Nous nous en sommes aperçus à nos dépens. Nos efforts pour découvrir un

local plus spacieux, mieux adapté, plus digne, échouèrent. L'Etat nous ignorait, alors qu'il aurait dû, qu'il devrait, comme la Ville et le Département, nous venir en aide. Personne ne sera choqué, si je dis, qu'au surplus il ne brûlait pas d'un amour incoercible pour l'idée européenne. Et c'est ainsi qu'au bout de 10 ans nous retrouvons au même endroit, en face des mêmes problèmes. Capitaine du navire, j'étais responsable de la traversée. Bien que je n'aie pas perdu la boussole, je n'ai probablement pas su naviguer et je confesse mon échec.

Voilà ce qui m'inspire une certaine mélancolie et quelque peu d'amertume.

Tout de même, un réconfort s'y mêle.

Quand je promène, en effet, sur les dix années écoulées l'oeil rétrospectif que j'ai derrière la tête, comme les personnages que peint Picasso, quand je vois le parti que l'on a tiré des quelques pièces de notre entresol, quand je songe aux innombrables visiteurs et clients de toute allégeance et toute nationalité qui se sont adressés à nous, qui ont tenu séance et conseil chez nous, et le font encore chaque jour, quand je pense à l'intense activité qui trouve moyen de se déployer dans l'étroitesse des murs qui l'enferment, quand je constate qu'au bout de dix ans, malgré les obstacles rencontrés et les déboires subis, nous sommes encore là, et un peu là, vivants, remuants, inébranlables dans notre résolution et dans notre foi, j'éprouve une satisfaction, en quelque sorte, compensatoire.

* * *

Ici doit prendre place un éloge bien senti, chaleureux, vibrant, ému, de Madame Marcelle Lazard, déjà nommée. Sans cette animatrice, nous ne serions pas ici, à cette heure. Elle a été, elle est, elle restera la cheville ouvrière, ou plutôt le coeur de la Maison. Magnifique militante, élevée par un dynamisme extraordinaire au-dessus de l'impatience et de la lassitude, douée de l'intelligence la plus prompte, droite et franche dans sa pensée et dans ses paroles, comme les femmes de Molière, courageuse, toujours prête à prendre une initiative, à assumer un risque, Marcelle Lazard a droit à nos remerciements, à notre infinie reconnaissance. Je dirai plus: à notre affectueuse admiration. Qu'elle veuille bien en accepter ce soir, l'expression sincère.

Il n'est pas possible que tant de persévérance ne soit pas récompensée, La Maison

de l'Europe n'offrira pas le spectacle d'une maison dont la construction n'a pas dépassé l'entresol. Elle ne sera pas semblable à un enfant dont la croissance s'est arrêtée à l'âge de 10 ans. Je vous ai dit que l'espoir colorait les sentiments que j'éprouve. Je suis convaincu, en effet, que la Maison de l'Europe va connaître un nouveau départ, qu'elle va retrouver un second souffle. Elle le devra à l'équipe qui a bien voulu assumer la relève. Car pour moi, pas plus que pour Alphonse de Lamartine, le temps n'a suspendu son vol. J'estime que les vieilles gens ne doivent pas encombrer le chemin des jeunes. Si je l'oubliais, mon état de santé m'en ferait souvenir. Place, donc aux successeurs!

* * *

M. Maurice Schuman et M. de la Malène, Président et premier Vice-Président du Conseil de la Maison de l'Europe, sont, tous deux, vous le savez, des hommes de grand talent, dévoués au bien public, des hommes d'action, capables de concevoir ce qui est utile et bienfaisant et de le réaliser. Mon libéralisme s'incline devant leurs qualités et rend volontiers hommage à leurs mérites. Maurice Schumann est pour moi un vieil ami avec lequel j'échange, depuis longtemps des taquineries. Il se moque de la roideur de mon esprit. J'admire la plasticité du sien. Il saura, j'en suis sûr, plaider avec succès, à l'Assemblée Nationale et auprès du Gouvernement, la cause de la Maison de l'Europe.

Quant à M. de la Malène, rapporteur-général du budget de la Ville, notre bienfaitrice, nul mieux que lui n'est capable de devenir notre Providence et de donner à la Maison de l'Europe l'impulsion décisive qui dotera la ville lumière d'un foyer de rencontres et d'amitiés, de détente et d'ententes internationales, digne de la France, de sa capitale et de leur commune mission.

Veuille le Ciel lui inspirer cette noble ambition!

Merci d'avance à lui, à vous tous, mes chers amis, qui m'avez toujours compris et soutenu et qui restez les fidèles et fervents serviteurs d'un idéal de paix, de solidarité et de concorde entre les peuples!

Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

Une campagne de haine

Enfin, la Grande-Bretagne est en pleine campagne anti-Marché Commun. Depuis le « grand tour » de M. Wilson un comité d'hommes politiques, de patriotes, bien appuyés par le grand quotidien « Daily Express » a mis tout en branle pour convaincre l'opinion publique que vouloir entrer dans le Marché Commun dans les conditions du Traité de Rome et dans l'esprit européen de la Communauté, c'est une humiliation qu'il faut rejeter avec indignation et fierté. Cette campagne est à l'heure actuelle dirigée contre le gouvernement travailliste, mais comble de l'ironie, elle est la continuation logique de la ligne anti-européenne que le parti travailliste a eue en opposition et qui l'a porté au pouvoir. Ce qui est encore plus ironique, c'est qu'elle est au fond le complément de la campagne subtile et persistante que le gouvernement travailliste mène dans le pays dès son premier jour de pouvoir: la campagne anti-française, la campagne dirigée contre le Président de la République Française. Dans les discours des hommes politiques, dans les commentaires et les articles des grands journaux nationaux on continue à enseigner au peuple britannique depuis plus de deux ans, que la France est le seul obstacle que la Grande-Bretagne rencontre sur son chemin vers l'Europe. « L'aventure européenne », comme on appelle les démarches européennes du gouvernement, est placée sous le signe de la haine pour la France et pour son Président. On comprend comment dans ces conditions, la campagne anti-Marché, est au fond l'aide la plus précieuse que M. Wilson et ses amis politiques puissent recevoir dans la circonstance.

En effet, le gouvernement paraît se complaire dans cette atmosphère de haine, car tous ses efforts ont été dirigés vers la création d'une opinion favorable à la Grande-Bretagne en Europe, mais anti-française en même temps. Les efforts de division entre les Six ne sont pas seulement de nature diplomatique mais, dans le pays, l'opinion publique est déjà convaincue par la propagande travailliste que les cinq autres partenaires du Marché Commun seraient prêts à accepter la Grande-Bretagne avec tout son Commonwealth, avec toutes ses missions de préposé américain et avec la Livre Sterling injectée de dollars, si seulement la France ne s'opposait pas.

Il résulte que cette opinion britannique si

sage et si retenue d'habitude est à l'heure actuelle imbue d'une haine presque guerrière contre les Français. Comme tout gouvernement marxiste dont le programme est inacceptable au peuple, le gouvernement travailliste avait besoin d'un artifice pour gouverner et c'est pourquoi ses ministres qui ont été tous anti-européens, ont embrassé la cause du Marché Commun. Les démarches à faire, les difficultés à surmonter et les sacrifices auxquels on doit se préparer, tiennent lieu d'activité gouvernementale et distraient l'attention du peuple vers des horizons bien éloignés du processus de collectivisation qui est en train de se poursuivre dans le pays.

Mais le gouvernement marxiste de Londres, comme tout autre gouvernement de ce genre, avait encore besoin de quelque chose pour que la distraction de l'attention du peuple soit entièrement accomplie: un ennemi. L'ennemi joue un rôle essentiel pour tout gouvernement marxiste, car au nom du danger que cet ennemi représente pour le pays, le doctrinaire marxiste peut faire appel au patriotisme des gens, à la solidarité, à l'esprit de « Dunkirk », comme on dit en langage travailliste. C'est l'ennemi qui aide les doctrinaires à museler la presse ou du moins à lui imposer un certain degré de collaboration avec le gouvernement. Les pays d'au delà du rideau de fer ont eu leur « ennemi » sur place: l'opposition fasciste-capitaliste qui guettait dans l'ombre le bonheur collectif du peuple. Comme en Grande-Bretagne nous n'en sommes pas encore là, l'ennemi devait être trouvé ailleurs et il fut trouvé dans la personne du président de la République Française, dans la France même, avec tout ce qu'elle représente comme esprit européen et national.

La conversion à l'europhisme a donc apporté un double avantage aux travaillistes: quelque chose à faire dans le genre « homme d'Etat » et un ennemi dont l'existence justifiera désormais toutes les actions des doctrinaires marxistes. De cette façon le peuple britannique se rendra moins compte combien vite sa vie économique et sociale glisse sur la pente collectiviste. Ceci est d'autant plus réussi du point de vue politique, que le gouvernement britannique à l'instar de tant d'autres gouvernements marxistes, a en dehors de son « ennemi » utile, un grand frère qui aide, le seul grand et généreux à qui on doit tout: Les Etats-Unis. Toute dé-

mocratie populaire de l'Est s'y reconnaîtrait, c'est la technique qui réussit toujours.

Comment le gouvernement travailliste s'imaginerait-il qu'il pourrait siéger à la même table européenne que cet ennemi, en admettant que la Grande-Bretagne entre dans le Marché Commun grâce à la division des Six, c'est un mystère pour beaucoup de Britanniques, mais pour ceux qui connaissent bien M. Wilson et ses amis politiques, il n'y a pas de doute: M. Wilson et ses collègues ne comptent simplement pas sur l'Europe. Tant que cette Europe voudra être autre chose qu'une foire internationale de bétail et de denrées, elle représentera pour les travaillistes britanniques le spectre de la mort, car là où l'Europe commence, là où l'esprit européen se montre, la frontière du marxisme dogmatique finit. Le Marché Commun est le premier pas de l'Europe vers cette forme de vie qui n'a plus que faire du marxisme du type pratiqué aujourd'hui en Grande-Bretagne.

Le Marché Commun, artifice de politique travailliste

La conversion subite de M. Wilson à l'europhéisme ne trompe personne, car d'un côté les Britanniques savent qu'il ne s'agit que d'une manoeuvre politique destinée à masquer au peuple les difficultés tragiques qui les attendent, cependant que de l'autre côté, les Européens savent que M. Wilson veut forcer l'Europe à se déclarer une simple foire de denrées, si elle veut bien avoir la Grande-Bretagne dans son sein.

Lors de sa visite à Paris M. Wilson a déclaré que si la Grande-Bretagne n'était pas acceptée dans le Marché Commun, ce ne serait pas de sa faute. Cette déclaration a ouvert les yeux de tout le monde. A Londres on a compris que l'habile tireur de ficelles qu'est le Premier Ministre, fait de la candidature de son pays un artifice politique qu'il exploitera pour des fins personnelles quelle que soit l'issue. Si la Grande-Bretagne était acceptée, il pourrait présenter le fait comme un succès personnel et cela apporte des votes. En même temps, il pourrait justifier les difficultés économiques créées par son propre gouvernement, par les mesures imposées au pays par le Marché Commun.

Si, au contraire, la Grande-Bretagne se voyait refuser l'entrée dans le Marché Commun, M. Wilson serait toujours dans la position du gagnant, car, comme il l'a déjà dit à Paris, ce ne serait pas de la faute du gouvernement, mais de la faute de l'Europe et particulièrement des Français, bien entendu. Quant aux difficultés économiques, elles seraient facilement expliquées aux électeurs, en leur faisant comprendre que le gouvernement a dû renoncer à une partie

de son programme à cause de l'ajustement qu'il avait dû entreprendre lorsqu'il espérait que les Français allaient permettre à la Grande-Bretagne d'entrer dans le Marché. Tout est donc prévu et c'est pourquoi personne n'a confiance en M. Wilson.

Pour lui, le Marché Commun est un autre artifice de gouvernement, un artifice parmi tant d'autres. A partir du moment où il a compris que l'entrée dans le Marché Commun présente des possibilités d'exploitation politique presque illimitées, M. Wilson a embrassé l'europhéisme avec passion, avec enthousiasme, car il sait que l'artifice qui permet des manoeuvres politiques sans limite, est le meilleur moyen de gouvernement; cela permet de rester Premier Ministre sans avoir besoin d'être un homme d'Etat.

Une nationalisation anti-européenne

« Il n'y a pas de doute que la nationalisation de l'acier telle que le gouvernement travailliste la conçoit, rend l'accès à la Communauté européenne de charbon et acier, plus difficile. »

Telles sont les paroles prononcées en janvier aux Communes, par M. Barber, le porte-parole de l'opposition dans la matière; telle est en fait la vue d'ensemble du parti Conservateur britannique: en nationalisant l'acier, le gouvernement travailliste veut créer une grande unité de production avec une capacité d'environ 30 millions tonnes d'acier brut par an, une forme qui se place à l'opposé du système européen qui est basé sur une variété de compagnies individuelles, chacune ne représentant que 10% de la capacité totale de la Communauté.

Le gouvernement britannique vient donc de faire un autre pas en dehors du chemin qui devrait le mener vers l'Europe. Une fois de plus la fraction doctrinaire marxiste, qui est là pour accomplir ce que le communisme n'a jamais rêvé d'accomplir en Grande-Bretagne, vient de pousser ce pays sur la pente sinistre du collectivisme anti-européen.

Un pays dont le gouvernement se trouve nanti de l'hypothèque collectiviste-marxiste et qui est tenu à rançon par les chefs syndicaux qui utilisent les masses ouvrières pour des fins de clique féodale, n'est pas encore prêt pour entrer dans le Marché Commun et l'Europe a le droit de le savoir; elle a le droit de savoir ce que la nationalisation de l'acier signifie dans l'ensemble de l'économie britannique et où mène la vraie politique économique travailliste. L'Europe a le droit de savoir que cette politique ne mène pas vers elle.

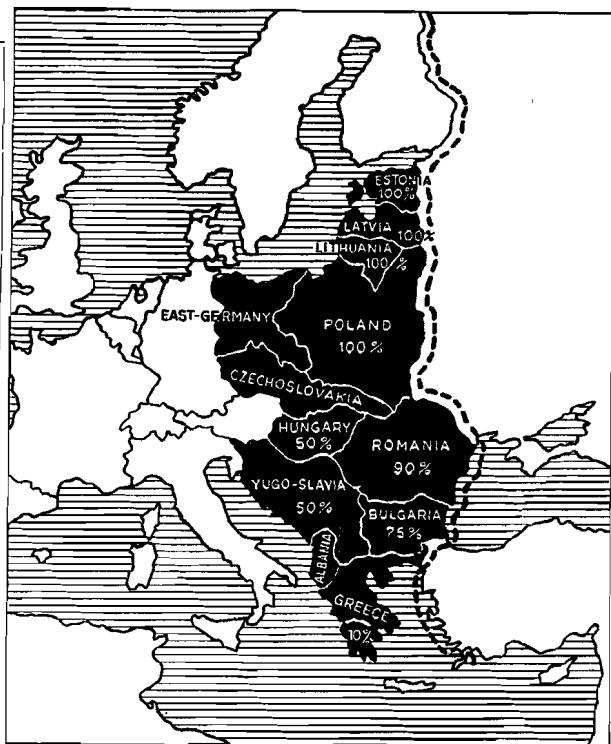
number 3

europa east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW "BULLEIN EUROPEEN"

ROME

MARCH 1967



TROUBLES WITH SOCIALIZED MEDICINE

Our speakers, all district physicians, agreed that during working hours they have the professional duty and moral responsibility to see all patients, irrespective of their number. It would, however, be interesting to note whether a doctor can still provide good medical service if he has to see too many patients a day. In the opinion of doctors Magdalena Ungureanu and Georgeta Mihaescu, the average time for examining a patient and prescribing treatment is about 15 minutes. However, doctors are prevented from putting this time exclusively to highly qualified medical use because of a number of additional tasks incumbent upon them.

Inspectors of the Ministry of Health and Social Welfare, representatives of the people's councils, Red Cross and civic committee activists all enter the consultation room while patients are being examined... Many of them ask for reports, statistics and accounts. Owing to the ingeniousness of the supervisors.... district physicians are at present supposed to keep over 40 different account books. Every day they have to enter data in long columns, thus wasting much precious time in administrative work...

"To my mind," Doctor Eugen Serbanescu said, "the consultation hours at the district polyclinic should be inviolable. No inspector or super-inspector should be allowed to come in and interrupt me during my medical examinations, requiring me to complete some report of his and disturbing the peaceful climate in which I must work. I suggest that no one from a supervisory body should be allowed to enter the district and require information until he has gotten the approval of the director of the district polyclinic."...

"It is quite natural that I should be responsible for the public health education, that I should read papers and coordinate the preventive campaigns carried out by our medium-level cadres and by the Red Cross throughout the district," Magdalena Ungureanu said, "But I do not consider it reasonable that the physician be obliged to mobilize the citizens, ask people to attend lectures or recruit blood donors.".

Excerpts from a discussion reported in "Munca" (Bucharest)

2720 YARS OF STUPENDOUS HISTORY

The drama and the splendour of Europe!—these constituted two of the many themes discussed by Constantin Dragan during the course of his lecture delivered before a plenary session of the Congress of Salamanca.

The drama: the still to be realized unification of this continent, whose manifest destiny is to become one great country from the Atlantic to the Black Sea, with its own economy and defensive system, integrated in complete independence.

The splendour: millennia of generous history and a rich Christian culture which have placed Europe at the vanguard of the whole civilized world, a feat which has aroused and still is arousing envy, hostility and incomprehension, as alas! so often happens.

It is clear that the conclusion of the Second World War in 1945 signalled the temporary decline of Europe, inconceivably reduced to the "punitive frontiers" drawn up by Churchill at Yalta, with a Germany cut in half and more than 100 millions of Europeans sacrificed to the insatiable appetite of Stalin, thrown to the wolves, just as one throws peanuts to an animal at the zoo who has amused the public and must have his reward.

Is this supposed to have constituted the greatness of the "three great powers"? In reality none of them realized that a just peace is much more difficult to make than a successful war, and that it is only by putting aside vindictive rancour that authentic pages of history can be written.

To speak of true greatness, it is necessary to turn back some two millennia, to the spirit of the "Pax Romana", a peace which was not based on a spirit of revenge, but on the constructive generosity of the victor.

As Dr. Constantin Dragan so justly observed, "Europe is a mixture of Latin civilization with Germanic-Nordic and a few Europeanized Slav elements", and the European spirit, that is, the West (as quite distinct from the asiatic East) is the result of a Mediterranean civilization of a Roman character. This civilization has expanded under various forms to the point where it covers well-nigh the entire globe and represents an indestructible psychological, moral and political reality.

Therefore the consequences of Yalta must be cancelled in order to give back to Europe its true contours. In referring to this particular argument, Dr. Constantin Dragan took pains to emphasize the true frontiers of Europe viz. the line that runs along the thirtieth meridian east from Finland through the Black Sea to Constan-

tinople, including the whole continental land-mass from Brest to Bucarest.

This is the Europe that we wish to see united within its natural borders, liberating thereby the peoples of its eastern lands from the terrible pressure of Russian exploitation.

Whoever has faith in the future of our continent must have a clear idea of its frontiers, of its history, and of its rights, and must realize who are its real enemies.

Moreover he must clearly realize that Yalta represents no more than an unhappy but ephemeral episode that for two decades has constituted an affront to European history with its 2720 years of life and splendour.

HORIA ROMAN

Tribute to Martyred Petkov

Bulgarian National Memorial Day of the Fight for Freedom and Independence was observed on September 24 at the Carnegie Endowment International Center in New York, with a large number of Bulgarians and friends gathering to pay tribute to the martyred Agrarian leader Nicola Petkov.

George M. Dimitrov, President of the Bulgarian National Committee, who chaired the Memorial Evening ceremony, talked of Petkov's gallant fight against Communist tyranny and of his execution by the Communists 19 years ago.

Dr. Dimitrov also recalled one of Petkov's many clashes with the Communists:

"One day in Parliament he (Petkov) turned to the Communists and said: 'Your entire program amounts to one word: Dictatorship. We also have only one word for our program: Freedom!'"

Richard Flanagan of Free Europe, Inc., the guest speaker, stressed in his address the admiration of free peoples everywhere for Nicola Petkov's unflinching dedication to liberty and justice. Mr. Flanagan also offered some comments on the situation in East-Central Europe in the context of current international developments.

The following day, on September 25, a Requiem Mass was celebrated in the Russian Orthodox Church St. Nicola, Washington, D.C.

East Germany: The Old and the New

P. C. LUDZ

In the last two years East Germany has been getting a better press than it used to have in the outside world. This is due partly to the economic reforms, which it initiated ahead of the other communist countries, and partly to a more active diplomacy. However, the suicide of planning chief Erich Apel last December 3, and the subsequent measures taken in the field of culture, suggested to many observers that Pankow had swung back to a harsher and more conservative line. To what extent is this true?

The suicide of Erich Apel, taken together with the death in February 1965 of Bruno Leuschner—who had been the East German representative in Comecon's executive committee—greatly weakened the pragmatically oriented group of economic administrators inside the party's Politburo. The 12 members of the present Politburo can be considered pure *apparatchiks* who rose to their current eminence on the ladder of the party apparatus. Of the seven Politburo candidates remaining since Apel's death, three are representatives of the party bureaucracy (Hermann Axen, Gerhard Grueneberg, Horst Sindermann), two are political blanks, always to be found on the side of the strongest battalions (Georg Ewald, Margarete Mueller) and only two are economic experts (Werner Jarowsky and Guenter Mittag) and may be regarded as representatives of the younger generation.

Ulbricht himself had encouraged the younger, pragmatically-minded generation of party cadres at the SED's Sixth Congress in January 1963, and he continued to back them well into 1964. But at the end of that year he turned back toward a dogmatic line in internal party disputes. This became clear at the Seventh Plenum of the Central Committee (December 1964), at the Eighth Plenum (February 1965) and at the Ninth Plenum (April 1965), when Kurt Hager's stock rose unmistakably. Hager is a Politburo member and director of the Ideological Commission.

The "Apel Affair" must be examined in this context. For a long time Ulbricht supported Apel as the exponent of the "New Economic System." The planning chief also acted as a counterweight to the strong groups of dogmatists and bureaucrats in top party bodies. Apel wanted to strengthen the economy and expand East German influence in Comecon and on the world market. He also wanted to raise the

living standard further so as to make it more attractive to the population—and to the Federal Republic in case a "dialogue" should take place. Finally, Apel represented that group of SED politicians who were seeking to establish more economic ties with Western countries to afford the GDR a certain equilibrium between East and West.

The party leadership spelled out its harder line at the Eleventh Plenum (December 15 to 19, 1965). Yet this Plenum may go down in history for a quite different reason: for the first time in party history a strain of uncertainty could be detected in Ulbricht's speeches. On the one hand he supported the dogmatists, who had grown more powerful; but on the other he wanted to retain some of the recent gains, particularly the rise in the standard of living and the more lenient policy toward youth. Ulbricht understands that his party's prestige is closely bound up with material success, and that past accomplishments must not only be maintained but enlarged. The fundamental improvements in economic and social conditions ("every second week a five-day week") must be placed in this context. 1

THE STRUGGLE FOR POWER

Ulbricht's uncertainty favored the comeback of such old stalinists as Alfred Kurella and the director of the party academy, Hanna Wolf. Both attacked him indirectly at the Plenum. Hanna Wolf rebelled against the priority of economics over ideology, and thus, indirectly, against Ulbricht himself: "I believe... we must do a better job of explaining what we meant at the Sixth Party Congress when we spoke of the all-embracing building of socialism; that means building socialism not merely in production but also in culture, and above all in the minds of people. It is not true that we just build socialism in production and leave everything else as it was under capitalism." Alfred Kurella, the former pope of culture who had been demoted at the Sixth Congress, insolently mentioned Kurt Hager's name before Ulbricht's in his speech, and intimated that he already had "a positive, superior system of cultural measures" ready in his desk drawer. On top of that he asked for a special plenum of the Central Committee "to deal with the entire complex of culture as ideology."

These statements show only too plainly that the ideological dogmatists, strengthened by the

change of climate in the Soviet Union and Poland, sense a new opportunity. They have managed to tilt the careful balance between the younger and older generations, between the pragmatists and the dogmatists, in their own favor, and this change has been accompanied by a drastic decline in Ulbricht's power. But at the same time two other facts became evident at the Plenum: that there is a power struggle going on among the dogmatists themselves, and also that the victory of the older over the younger generation was a Pyrrhic one.

Alfred Kurella's return to policy making in the cultural field is a fact. But he faces inevitable conflict with Kurt Hager, who has advanced his position in this same area since 1963 largely at Kurella's expense. And other conflicts on a much wider scale are in the making between the younger technocrats and managers on the one hand and the party bureaucrats of the old school on the other. (Dogmatists of the younger generation, like Horst Dohlius, stayed in the background at the Plenum.) The impending replacement of an entire generation was the real secret of the Plenum. While old communist Paul Froehlich, Politburo member and First Party Secretary for the District of Leipzig, was summoning up memories of olden days, the young poetess Christa Wolf was singing of the new morality and the new life. Yesterday's symbols clashed with those of today.

NEW MINISTERS

The Plenum initiated a series of changes in the apparatus of the party, state and economy of which the end is not yet in sight. Following the example of the Soviet Union, nine new industrial ministries have been created. The National Economic Council has been dissolved and six of its former 15 members appointed ministers. Industrial ministries have been set up for the following sectors, in most instances emerging from the corresponding industrial departments of the National Economic Council: Basic Industry (Klaus Siebold), Iron Ore Mining and Metallurgy (Dr. Kurt Fichtner), Chemical Industry (Dr. Siegbert Loeschau), Electrical Engineering and Electronics (Otfried Steger), Heavy Engineering and Plant Construction (Gerhard Zimmermann), Manufacturing Machinery and Motor Vehicles (Rudi Georgi), Light Industry (Johann Wittik), Local and Food Industries (Erhard Krack), Material Economy (Alfred Neumann). The following new agencies were established: Office for Labor and Wages (Helmuth Geyer), Office for Vocational Training (Erich Markowitsch) and the Price Office (Walter Halbritter).

Other changes in personnel followed the Plenum. The 58-year-old veteran communist Kurt Seibt, for many years party secretary of the District of Potsdam, lost his post as Minister

of District and County Councils. He was replaced by Fritz Scharfenstein, until then Deputy Chairman of the State Planning Commission. Max Suhrbier, Chairman of the East German Liberal Democratic Party since 1960, was dropped from the Council of Ministers. In mid-January Minister of Culture Hans Bentzien was also dismissed. His ouster was a direct consequence of the many violent attacks by spokesmen of the party leadership against the cultural policy of the last two years. The attacks hit almost all sectors of the cultural domain; films as well as literature, the unsatisfactory situation in the theater and "cultural work among the masses." Bentzien was succeeded by 53-year-old veteran communist Klaus Gyst, for many years director of the largest state-owned publishing house in the GDR, Aufbau-Verlag. Professor Peter-Adolf Thiessen, Chairman of the Research Council, was another casualty. He was replaced by his deputy, physicist Professor Max Steenbeck. Finally, Professor Gerhard Kosel, head of the German School of Architecture, lost his post and was succeeded by Professor Werner Heynisch, until then a deputy chairman of the State Planning Commission. The muddled situation in the building industry as well as the attacks on prevailing cultural policies, which also extended to architecture, found common expression in this job reshuffle. Gerhard Schuerer, previously First Deputy Chairman of the State Planning Commission, succeeded to the late Erich Apel's job.

Willi Stoph continues as Premier. He has five deputies: newly-appointed Wolfgang Rauchfuss, formerly secretary of State and First Deputy Minister of Foreign and Internal Trade; Health Minister Max Seifert; Julius Balkow, formerly Minister of Foreign and Internal Trade; Paul Scholz; and Alfred Neumann, who has now taken over the Ministry for Material Economy. The four new members of the government Presidium are: Dr. Siegbert Loeschau, hitherto director of the GDR's largest industrial enterprise, the VEB Leuna Works "Walter Ulbricht"; Finance Minister Willie Rumpf; the new Chairman of the State Planning Commission, Gerhard Schuerer; and Gerhard Zimmermann, until now General Director of the VVB Shipbuilding. Georg Ewald, Chairman of the Agricultural Council, was reappointed to the Presidium.

The government now has a total of 46 Ministers, and will concentrate even more energetically than in the past on economic tasks. The reshuffle has greatly rejuvenated the cabinet, and the technocrats have become still stronger. Of the nine new ministers of industry, three (Georgi, Dr. Loeschau and Zimmermann) are former VVB or VEB Directors; four (Dr. Fichtner, Krack, Steger, Wittik) are tested experts belonging to the economic bureaucracy. Only two industrial ministers (Fritz Scharfenstein, who rose from the trade union bureaucracy and Alfred Neumann), belong to the old guard of party bureaucrats. It is question-

able whether Neumann's political position has been really strengthened. He has exchanged the chairmanship of the National Economic Council for a post—very important, of course—as Minister of Material Economy. But even if, as Ulbricht says, the Ministry for Material Economy calls for a higher degree of "administrative" activity, i.e., bureaucratic control in the old style, and Neumann will be free to run things rather than give guidance, his new job carries a high degree of risk.

ECONOMIC CHANGES

After the somewhat spectacular shifts in personnel and the sharp criticisms aired at the Eleventh Plenum, some observers leaped to the conclusion that the economic reform program was going to be abandoned. On the contrary, Ulbricht announced the beginning of the "Second Stage of the New Economic System" and declared that the creation of industrial ministries did not mean a return to the previous state of affairs.

Erich Apel's death and the Plenum of the Central Committee did serve to expose shortcomings in the economic system the extent of which was probably recognized only by a few stubborn pessimists in the West. The general reform of the economy so as to give more emphasis to prices, costs, profitability and interest is proceeding under great difficulties. The GDR's deficiencies in materials, its lack of capital and its shortage of trained personnel are making themselves painfully felt. One must also add that the price reform has been rather erratically carried out. (The third stage of industrial price reform is to adjust prices in the machine building industry, construction, the light and food industries and agriculture.)

The real causes of the poor economic situation were only indirectly mentioned by Ulbricht. He criticized the State Planning Commission and the Ministry of Finance, but also the Ministry for Foreign and Internal Trade, the transport and construction industries, and even automation, particularly in the electrical engineering and machine building industries. According to Ulbricht, 25 percent of the 82 VVBs did not fulfill their plan targets in 1965. Failures in plan fulfillment have been particularly endemic in branches of industry important to Comecon: the manufacture of textile machinery and machine tools, and the production of agricultural machinery and tractors.

The effectiveness of capital investments has also declined, according to Dr. Gerhard Scholl, head of the State Planning Commission's Investment Department. Investments in all economic sectors amounted to 33 billion DM-East from 1956 to 1960. The increase in net income during the same period amounted to 21 billion

DM-East. The corresponding ratio for the years 1961-1965 was 66:10.7 billion DM-East. 3

The party leadership is much concerned about local industry. Attempts to rationalize the many still-existing small private enterprises on a suitable scale have failed miserably. The growing trend among specialized handicraft enterprises in the Federal Republic to become suppliers to industry has taken hold in the GDR as well, since the beginning of the "New Economic System" in 1963. In his speech at the Plenum, Ulbricht opposed this development and repeatedly demanded that local artisan enterprises concentrate on services for the population. The combination of local industries into so-called product groups, i.e., into technical associations observing prescribed "uniform-technical standards in given branches of industry", has not led to the desired results. For this reason a Ministry for District-directed Industry was formed.

One of the most important steps taken by the Plenum in the economic field was the curtailment of the rights of General Directors of the VVBs. These industrial executives are the technocratic elite in the GDR. Erich Apel had a hand in picking them, and, together with many economic functionaries in the State Planning Commission and the now-dissolved Industrial Department of the National Economic Council, they form an influential social group. The General Directors have now been subordinated to the newly-named industrial ministers in order to destroy their influence. The Plenum determined that in the future the industrial ministries are to be the "leading state organs" and the VVBs the "leading economic organs" in their industries. The industrial ministries are also to coordinate and supervise economic and scientific-technical development in their respective industries. Another limitation on the rights of the VVB General Directors is embodied in the requirement that the VVBs submit their plan proposals to their Ministry: "Within the framework of the Ministry's responsibility for its share of the over-all plan, the General Director prepares—on the basis of the VVB's assigned goals within the plan—his own balanced plan proposal which the Minister defends before the State Planning Commission with the General Director present." The powers of the General Directors have been curbed in a third way. Until now the VVBs could conduct their own financial audits. But as Finance Minister Willy Rumpf reported, this right has again been taken from them.

Ulbricht, Stoph, Honecker and Neumann dealt repeatedly with the "cadre question" in their reports. This perhaps central problem of East Germany's economy has still to be solved. At the beginning of November the "Central Insti-

tute for Socialist Economic Management," sponsored by the SED Central Committee, opened its doors. Described by Politburo candidate Guenter Mittag as "the first socialist educational institution for central managerial personnel in Germany," it will require some time to close the gap. Nonetheless the authorities have finally, after long preparation, begun the job of familiarizing industrial executives with the mathematical problems of information and data processing, as well as with modern sociological and social-psychological management methods, staff organization and human relations in the plant. The "Central Institute" is to coordinate the training of industrial managers, at present quite haphazard. The new Institute is also cooperating closely with the School for Economics in Berlin-Karlshorst and with the Dresden Technical University.

CLAMPDOWN IN CULTURE

The Plenum's main emphasis was on cultural policy. Ulbricht and Honecker, followed by most of the speakers who took part in the discussion, criticized personalities and institutions in the cultural field. Of the older generation, Stefan Heym and Robert Havemann were the favorite targets; of the younger, the poet and ballad-singer Wolf Biermann, the writers Werner Braeunig, Manfred Bieler and Peter Hacks. These names are only symbolic, because the circle of those criticized by the party leadership is much larger. It includes the universities and other schools of higher learning, radio and television, the state-owned film studio DEFA, the editorial staffs of periodicals such as *Neue Deutsche Literatur* and even party officials in the movie field, in the Ministry of Culture and in the German Writers Federation.

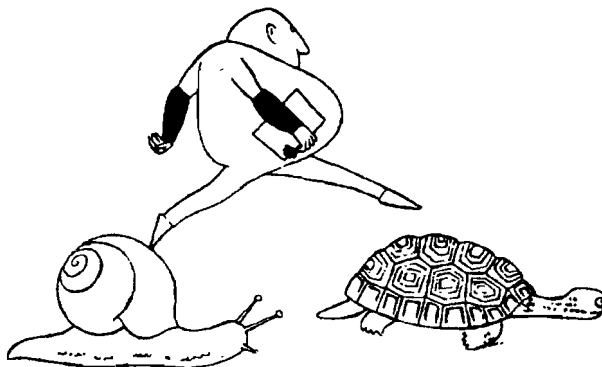
Literature and art are again to be set firmly on the "Bitterfield Road" of Socialist Realism.

"The law of the economy of time also applies to leisure," Ulbricht pontificated. Writer and artist must adapt themselves to this law.

The two most important reasons for the attacks on culture go deeper than this. The party and cultural functionaries are very much aware that youth is slipping away from their influence and adopting the attitude of a "skeptical generation." This "skepticism," the SED fears, is being demonstrated for the youth every day by Biermann and Bieler, Braeunig and Hacks. The older SED functionaries are also afraid they will be gradually cast aside as untrustworthy when measured by the new spirit of moral commitment so clearly expressed in Christa Wolf's speech at the Plenum. The young literary and artistic intelligentsia—composed of convinced socialists—knows it is supported by a majority of the younger generation. It speaks and fights for this entire generation. Nowhere has this conflict of generations come so plainly to the fore as in the attacks and counterattacks on the cultural scene. And nowhere has the hopeless moral defensiveness of the *apparatchik* been so visible.

This feeling of moral inferiority, as well as the consciousness of having to act under the eyes of a world public, have forced the party leadership to hold its hand. "Economic levers" are being used instead. Professor Robert Havemann was dismissed from the Academy of Sciences, and contracts with publishing houses and cultural institutions in West Germany are to be curtailed in the future or stopped completely.

Whether a new ice age can be produced artificially in the cultural domain remains to be seen. It is highly improbable that the critical consciousness of an entire generation, fostered by the political and economic changes of the last ten years throughout the Soviet bloc, can be switched off by the directives of a few stalinist cultural functionaries.



Great leap forward

Dikobraz PRAGUE

Romanians at the UN

The Romanian Delegation has become known around the United Nations as at once the most pro-Western and the most pro-Peking. What surprises Western diplomats and frustrates their Soviet-bloc colleagues is the apparent ease with which the Romanians walk this diplomatic tightrope. At least part of their success lies in the fact that they say and do only what is absolutely unavoidable. Their interventions are far apart and to the point. Their speeches are among the shortest in the entire organization. When they criticize they do so in accents of sorrow rather than anger.

The fruits of this "nice communist guys" policy seem to attest to its success thus far. For example:

—During this 21st session of the General Assembly, Romanian Foreign Minister Corneliu Manescu became the first communist candidate for presidency of the Assembly next year. With more than a fair chance of being elected, he would become the first communist Assembly president in history, and on the first try.

—In October Manescu was singled out by Secretary of State Dean Rusk for a gala dinner at the Waldorf-Astoria Hotel.

—In November Ambassador Gheorghe Diaconescu was the first communist diplomat to officially witness the launching of a Gemini craft at Cape Kennedy. He was the only communist member of the UN Outer Space Committee to accept Washington's invitation in the name of his country. (Manfred Lachs of Poland also was there, but he was quoted as saying that he went as chairman of the committee's legal sub-committee rather than as a representative of Poland.)

While several east European countries are helping Moscow in its strategy of exploiting the war against the United States and various of its UN allies, Romania takes no part in such "concerted actions." Romanian diplomats reportedly resent the term "Soviet bloc," pointing out that the country is part of the Warsaw Pact "and no other bloc."

Other east European diplomats are said to confirm privately that their official and personal relations with their Romanian colleagues are "correct" but not necessarily "close." The Soviet-bloc diplomatic huddles still include the Romanians on some occasions but these are becoming less frequent, and when Romanians meet with fellow communists it is the latter who seek to "coordinate" policies.

THE CLUB OF NINE

One distinctly uncoordinated effort is the Romanian-initiated "Club of Nine." It includes reportedly reluctant Bulgarians and Hungarians along with non-aligned Yugo-slavs, neutralist Austrians, Finns and Swedes, and NATO-committed Belgians and Danes. The Romanians presented this group with a set of undisclosed proposals for closer East-West cooperation on various levels in the social, cultural, economic and—hopefully—also political fields.

The Romanians evidently proceeded from the premise, specifically approved by all Soviet-bloc countries, that it is important to cultivate good neighborly relations whatever the economic and social background of the countries involved. What makes the Romanian initiative different from equally dedicated speeches by Bulgaria and Hungary on this subject is that the Romanians are now trying to do something practical about it.

The position of Romania on Vietnam is typical of her softly negative stand on issues where she is presumed to be siding with Peking—or, as Romanian diplomats are said to put it privately, issues on which Romania's independent stand differs from that of other "socialist countries." Although next to Albania Romania is supposedly the east European country closest to Peking, Bucharest has never officially attempted to mediate in the Vietnam war. In his speech to the General Assembly, Manescu "condemned" the United States for its "aggressive war" in Vietnam, said Romania would continue granting Hanoi her "entire material and political support," and subscribed unequivocally to Hanoi's four-point peace conditions as "the only way" to end the conflict.

The Romanians do not mind breaking away from the Soviet bloc in voting on such issues as non-proliferation of atomic weapons—either by abstaining or by favoring qualifications that, in practice, mean no. On questions of UN peace-keeping, Romania does side with the bloc: but on issues involving the economic future of the developing countries of Africa, Asia and Latin America, Romania counsels against total regional commitment and stresses the importance of appraising each country's economic initiative.

Romanian delegates sneak in a phrase in practically every speech on the "right of each people freely to decide its own fate, without any foreign interference, and to follow the road of development that best suits its will and fundamental interests." That road, one envious east European diplomat reportedly told a colleague recently, leads to "harsh stalinism at home and enlightened liberalism abroad." But he admitted with some reluctance, "it apparently works."

ROMANIA

A 10% to 20% increase in taxation will be applied as from 1st January to all childless Romanians over the age of 25. Exceptions will be made in the case of those who have had children who died, invalids, and childless people married to persons having children from previous marriages. The first charges under the new anti-abortion law have been brought. Dr. AUREL CALIN of Lupeni has been arrested, as has MARGARETA LINCAN who tried to induce her own abortion.

* * *

The achievement of Balkan zone of peace has long been the Romanian government's pet theme. Romanian premier MAURER reiterated it earlier this month in an interview with the Bulgarian paper "Otechestven Front". The idea of peace however was overshadowed by that of solidarity and collaboration. In spite of the hackneyed phraseology used by MAURER, the impression he left was that Romania would like to rally the rest of the Balkans — or at any rate the communist members — round her in a bloc as independent of Moscow as possible. Hence the emphasis on national sovereignty and non-interference in internal affairs.

* * *

1,800 million lei have been allocated to the development of science in Romania during 1967. The Romanian Academy now has 56 research institutes as against 7 in 1948. 2,500 research workers are attached to the Academy. Every effort is made to equip the institutes with the most modern installations, and in some cases new buildings have been erected especially to house research laboratories. Some 50 Romanian academicians of international repute have been elected members of foreign scientific institutes.

20,000 inventions and innovations were introduced in Romanian industry during 1966. This, according to official statistics, resulted in a saving of 240 million lei. During the first 11 months of 1966, 1,853 applications to register inventions were received. In the case of 116 of these, it was agreed to seek patents abroad.

* * *

The 25,000 ton bulk-carrier "Lupeni" the 4th to be completed by the Japanese for the Romanian merchant marine, is on her way to Madras to load iron ore for Romania.

* * *

A lawyer defending his client in court is contributing to the miscarriage of justice, according to an article in the Romanian party daily "Scinteia". The lawyer must limit his role to asking for the court's indulgence on his client's behalf. The obvious inference is that a man put on trial

in communist Romania is considered guilty in advance and his legal representative is there simply for the sake of appearances. "Scinteia" attacks the following lawyers for being over-eager in the defence of their clients: NICOLAE BACIU, IANCU MARCEL, SAMSON GRUIA, TRAIAN MELITESCU, ANDREI DAVID, LEONIDA MARINCIOIU, MIRCEA STANCIULESCU and MIHAIL MINGARD.

Judge GHEORGHE BRATU, vice-president of the Brasov tribunal, has been arrested together with lawyer PETRE BACIU. They are accused of having accepted a bribe from the wife of Dr. ION TUDORAN of Medias, with the object of finding her husband not guilty on a charge of rape.

Plans up to 1970 include the building of new hotels in some 200 Romanian towns. These will represent accommodation for about 53,000 tourists. Hotels on the Black Sea with a total of 20,000 beds form part of this programme. 3,000 million lei have been allocated to the development of tourism over the next four years.

Roads are to be modernised, coach stations and mountain huts built. A sea-going vessel with room for 400 passengers, and 10 passenger river craft are also due to enter service before 1970.

Convention of Romanian Societies

"The Union and League" of the Romanian Societies of America held its 41st Convention on September 4-7 in Detroit, Michigan. "The Union and League", which represents some 5,000 Romanians living in the U.S., re-elected John C. Coman, a Cleveland attorney, to a two-year term as Chairman.

In a telegram to President Lyndon B. Johnson, the Convention expressed "full and unqualified support" for the President's "policy and action in Vietnam, which are consistent with our national security as well as that of the free world." The cable also contained an appeal to the President to "demand the inclusion on the agenda of the United Nations of the problem of self-determination of the Romanian people and of the violation by the Bucharest regime of the United Nations Universal Declaration of Human Rights..."

In addition, the Convention voted a motion of protest against the deportations of Romanians from Bassarabia and asked President Johnson and the Prime Minister of Canada, Lester B. Pearson, to intervene by requesting the Soviet Government that it cease these persecutions and deportations and restore to the Romanians their human rights and liberties.

La Conférence du Pacte de Varsovie

Entre les Etats socialistes il ne s'agit plus de «fraternité» mais d'«amitié». Les chefs de parti et de gouvernement n'ont pas participé aux réunions + La rencontre de Varsovie est-elle le prélude d'une Conférence sur la Sécurité européenne?

Dans les premiers jour de février s'est tenue à Varsovie la conférence des Ministres des affaires étrangères du Pacte de Varsovie.

Ni déclaration, ni résolution finale n'ont été publiées, mais seulement un bref communiqué dont voici le texte:

«Au cours de la conférence, on a procédé à un amical échange de vues concernant les questions liées aux efforts des pays socialistes pour diminuer la tension internationale, renforcer la paix, la sécurité et la coopération en Europe. L'échange de vues a porté aussi sur les développements de la situation sur le continent européen durant la période qui s'est écoulée depuis la résolution de Bucarest, en juillet 1966, consacrée au renforcement de la paix et de la sécurité en Europe.»

Les débats, ajoute le communiqué, se sont déroulés «dans une atmosphère de coopération amicale et de complète compréhension mutuelle».

On a remarqué qu'il n'est nulle part question dans ce texte de la «totale identité de vues» qui caractérise traditionnellement les réunions de ce genre. Et l'atmosphère n'est plus qualifiée comme jadis de «fraternelle», mais plus simplement d'«amicale». Il semble donc qu'une conception unitaire et rigide du bloc soviétique n'existe plus: la réalité impose aux partis de prendre des décisions autant que possible orthodoxes, mais aussi conformes aux intérêts nationaux. Peut-être — disant les observateurs — l'Europe y gagnera-t-elle en sécurité.

La conférence de Varsovie s'est ouverte à un moment délicat pour l'ensemble des Pays socialistes; mais il ne semble pas qu'elle ait beaucoup clarifié les problèmes ni modifié la situation de fait. La Roumanie ne modifiera manifestement pas sa ligne de conduite et il semble certain que la Hongrie et la Bulgarie resteront disposées à établir des rapports normaux avec Bonn. La «secession roumaine» peut donc avoir les conséquences d'une portée incalculable qui furent prévues dès le début.

A ce point de vue, la Tchécoslovaquie acquiert une importance particulière pour le Kremlin qui la considère comme la charnière naturelle entre les régions septentrionales et méridionales du bloc aussi bien du point de vue politique que du point de vue militaire. Si la Tchécoslovaquie suivait un

jour ou l'autre l'exemple de la Roumanie en nouant des relations diplomatiques avec la République Fédérale de Bonn — et l'on discute de cette éventualité à Prague — le Kremlin se verrait privé d'un anneau de primordiale importance dans la chaîne de Pays qui lui a permis d'exercer jusqu'ici son contrôle jusque dans les régions les plus méridionales du système.

Per contre une alliance de la Tchécoslovaquie avec l'URSS limiterait fatalement les possibilités d'initiative de la Hongrie qui a déjà manifesté une propension à accepter les contacts avec Bonn, et découragerait la Bulgarie qui semble s'orienter dans la même voie.

L'importance de la Tchécoslovaquie est également considérable du point de vue militaire. Les grandes manoeuvres militaires des Pays socialistes de ces deux dernières années ont toujours eu pour protagonistes les forces armées tchèques. En cas de conflit, la Tchécoslovaquie serait le point de départ d'une action militaire communiste tendant à tourner par le sud, en pénétrant en Bavière et en descendant en même temps en territoire autrichien, les forces armées cantonnées en Allemagne occidentale. Après l'armée polonaise, l'armée tchécoslovaque est en outre la plus importante du Pacte de Varsovie.

LES "SIX,, ET LA POLITIQUE DE L'OR

A la Haye a eu lieu dans le courant de janvier la rencontre trimestrielle des ministres des finances des Six, prolongée à Londres les 25 et 26 janvier par la réunion du groupe des Dix et des directeurs du Fonds Monétaire. A cette occasion a été abordé l'un des grands problèmes d'actualité de la finance internationale: réévaluation de l'or et conséquente dévaluation du dollar et des autres monnaies.

Le 26 janvier les experts du groupe des dix principales puissances financières et les gouverneurs du Fonds monétaire ont clos à Londres les réunions qui avaient eu lieu pour la définition d'une réforme monétaire mondiale.

Au cours des débats qui ont duré deux jours, d'importants progrès ont été réalisés pour établir ce qui pourrait être une nouvelle monnaie de réserve destinée à compléter l'or dans les paiements internationaux.

Toutefois on ne pense pas pouvoir présenter un plan dès septembre à la prochaine conférence du Fonds monétaire à Rio de Janeiro, mais on peut déjà dégager les grandes lignes d'un accord. Les experts ont surtout discuté des conditions auxquelles le plan en préparation devrait entrer en action, mais on admet d'ores et déjà qu'il sera conditionnel.

Quoi qu'il en soit les accords esquissés n'ont pas été formulés et devraient être précisés à la prochaine réunion qui se tiendra à Washington en avril. Naturellement les Français ont maintenu les réserves qu'ils ont avancées depuis longtemps (dont l'interview ci-dessous reproduit illustre les raisons), et qui ont été précisées par M. Maurice Pérouse. Le directeur général du Trésor, considérant que les monnaies de réserve dollar et livre sont un « élément anormal » dans les liquidités mondiales, a proposé le plafonnement de ces monnaies de réserve puis leur résorption progressive selon diverses modalités.

M. Pérouse a souligné que la création d'un nouvel instrument de réserves est une aventure dangereuse et qu'il est important de n'y recourir qu'après avoir exploré les autres voies. Les problèmes de l'or et l'amélioration du système monétaire international, cela comprend l'étude des mécanismes d'ajustement des balances de paiement mais aussi une réforme du fonds monétaire qui donnerait aux Six une minorité de blocage, c'est-à-dire plus de vingt pour cent des voix.

Le point de vue américain

Depuis trois ans, les Américains, sans y parvenir, cherchent à forcer la main des Européens pour que soit « tout de suite » élaboré un plan de création de nouvelles liquidités. S'ils ont tant de hâte, dit-on à Paris, c'est parce qu'ils espèrent bien qu'ils pourront, une fois le plan adopté, faire efficacement pression pour le mettre en application. Les nouvelles liquidités, qui seraient naturellement financées, en dernière analyse, malgré tous les habillages techniques, par les pays excédentaires (c'est-à-dire actuellement par les Européens), serviraient ainsi à perpétuer le déficit américain. Les Américains ne disent-ils pas que la guerre du Vietnam qu'ils mènent pour la défense du « monde libre » est responsable de ce déficit? Mais oseraient-ils demander directement aux Européens la création immédiate de nouveaux instruments de paiement pour financer cette guerre?

Mais si les Etats-Unis insistent pour que soit mis sur pied un plan de création de nouveaux fonds de réserve, la France est bien décidée semble-t-il à le combattre. Le ministre français Michel Debré a précisé son point de vue dans une interview publiée par le quotidien « Le Monde » (7 janvier) dont nous extrayons quelques passages particulièrement significatifs pour les pays d'Europe.

Les réserves de la France

Le ministre français a dit notamment: *Nous savons qu'il existe un grave problème, celui du système monétaire international. Nous savons que l'intérêt commun des nations responsables du développement et de la coopération économiques est d'examiner, à la lumière de l'expérience, et compte tenu des évolutions récentes, les modalités d'amélioration et, le cas échéant, de transformation de ce système. En face de ce vaste*

problème, je constate que certains de nos partenaires agissent comme si une solution unique, choisie a priori, devait être retenue, sans tenir compte des leçons de l'expérience. Cet état d'esprit est préoccupant. Il ne me paraît pas objectif. Il est même préoccupant, pour l'avenir car il augure mal de l'usage qui pourrait être fait d'un « dispositif monétaire d'intervention », si celui-ci était mis au point.

Des techniques raisonnables de crédit international

Puis M. Debré a précisé comme suit les termes du problème:

— Les liquidités monétaires internationales comprennent actuellement l'or, les monnaies de réserve et les moyens de crédit.

« Au cas où l'on constaterait un jour une pénurie de liquidités internationales, on disposerait donc de plusieurs moyens pour y remédier: augmenter le prix de l'or, augmenter le montant des monnaies de réserve (additionnelles ou non) acceptées par les banques centrales, augmenter le volume des crédits internationaux. Il est concevable et même indispensable que les experts étudient objectivement les avantages et les inconvénients de ces trois méthodes, entre lesquelles les gouvernements responsables pourront exercer de concert leur choix si les circonstances le commandent.

« La thèse française est bien connue, et en principe n'est pas contestable. En se situant sur le seul terrain où la discussion a été placée — la pénurie de moyens de paiement ou de crédit, — il n'est pas sérieux ni conforme à la nature des choses d'affirmer qu'il n'existe pas d'autre « dispositif d'intervention » que la création ex nihilo d'instruments artificiels des réserves, dont l'émission, le financement, la circulation et la détention, sans parler de leur coexistence avec les instruments de réserve déjà existants, rendront nécessaires de multiples contraintes et obligations, aux dépens de la souveraineté monétaire des Etats. Pourquoi refuser d'étudier cet autre moyen qui est la modification du prix de l'or? Pourquoi, à titre de complément, ne pas chercher à perfectionner les techniques les plus raisonnables de crédit international? De telles questions méritent d'être approfondies par des études discrètes, attentives et contradictoires.

LA PROPORTION D'OR DANS LES RÉSERVES DE CHANGE DE VINGT PAYS

Plus de 90 % : Etats-Unis, Suisse.
De 80 à 90 % : FRANCE, Afrique du Sud, Pays-Bas.
De 70 à 80 % : Belgique, Espagne.
De 60 à 70 % : Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Italie, Portugal, Venezuela.
De 40 à 60 % : Canada, Autriche.
De 20 à 40 % : Suède, Danemark, Inde, Mexique.
Moins de 20 % : Japon, Norvège.
Ces proportions, citées par la First National City Bank, ont été recensées en septembre dernier.

Une monnaie internationale à sa vraie valeur

Parlant ensuite du prix de l'or qui n'a pas changé depuis la dernière guerre, le ministre a enfin conclu:

— Comme j'ai déjà eu l'occasion de le remarquer, le prix actuel de l'or n'a pas changé depuis plus d'une génération. Il a été fixé en 1934 et, depuis lors, il a été confirmé par l'offre et la demande dans l'ensemble du monde. Certes, l'on observe que le prix de cette matière première s'est, par rapport aux autres prix, abaissé au point qu'en 1966, pour la première fois dans l'histoire, la totalité de la production de métal de l'année a été absorbée par les usages privés, sans laisser de place aux usages monétaires indispensables aux échanges internationaux. Un tel fait, et quelques autres, font penser à de nombreux observateurs que le tabou du prix fixe de l'or, bien loin de décourager la thésaurisation, risque de la favoriser.

» Face aux difficultés de fonctionnement du système monétaire international, la France a pris une position. Vous la connaissez: la conférence de presse du général de Gaulle est encore présente à notre mémoire. Les événements, depuis lors, n'ont cessé de marquer la valeur de cette position. Le système monétaire international ne peut fonctionner correctement si l'on ne restitue pas à la notion de « monnaie internationale » la valeur qu'elle doit avoir, et que ne peut apporter aucune monnaie nationale. C'est ainsi qu'à notre sens il convient d'aborder le problème.

Au moment où Moscou veut le réhabiliter

STALINE CHEF DE BANDE

Le 10 février 1947, il y a vingt ans, on signait à Paris le traité de paix qui terminait la seconde grande guerre mondiale, un événement qui couronnait, pour l'Europe, « les frontières punitives » de Staline combinées, avec Roosevelt et Churchill, à Moscou et Jalta.

C'était le sanctionnement, sur le plan diplomatique et politique, du « Rideau de fer », et donc le démembrement de l'Europe, un démembrement qui dure encore.

Assistaient à la cérémonie tous les Quisling des Pays occupés par les Russes, qui acceptèrent sans discussion les dures conditions économiques de la paix : Staline devenait non seulement le maître de la moitié du continent, sur le plan politique et idéologique, mais aussi le maître de toutes les richesses : or, pétrole, bois, charbon etc. abondant dans l'Est européen.

Ce sont là des faits historiques archi-conus, et l'avidité de Staline n'aurait pas besoin d'être démontrée ultérieurement. Mais en 1953 un ancien directeur de la police secrète soviétique, Alexandre Orlov, a publié un livre de grande résonance aux U.S.A. Sous le titre « The secret History of Stalin's Crimes » Orlov, ancien général du contre-espionnage soviétique, qui « a choisi la liberté » il y a de longues années, raconte, notamment, comment Staline a volé à L'Espagne, pendant la guerre civile de 1936, toutes les réserves d'or du Pays, à savoir un poids total de 650 tonnes d'or. De cet événement

on avait déjà parlé après la mort du ministre des finances espagnol républicain, Juan Negrin, qui avait remis dans le port de Carthagène, à l'envoyé de Staline, l'énorme quantité d'or qui fut embarquée sur 4 bateaux soviétiques venus expressément de Russie.

Ces jours-ci une revue américaine bien connue, reprend le sujet et publie des fragments du livre d'Orlov. Comme il existe, encore en Europe des personnes qui ne voient en Staline que l'homme politique et le chef révolutionnaire, nous croyons opportun d'évoquer les pages biographiques de la jeunesse de Staline, d'où il résulte clairement que les dons et le tempérament du ganster étaient depuis longtemps enracinés chez celui qui a créé la Russie moderne.

Nous donnons la parole à Essad Bey, profond connaisseur des problèmes russes, qui a écrit une célèbre « Vie de Staline » et une autre « Vie de Lénine » tout aussi célèbre. Un écrivain que le public européen avait déjà appris à apprécier avec le livre « Oel und Blut in Orient ». Son origine caucasienne et son expérience révolutionnaire ont permis à Essad Bey de comprendre plus profondément que quiconque le tempérament de Staline et le milieu d'où il venait. Ainsi peut-il également tracer de l'homme un portrait humain qui passionne même ceux qui ne s'intéressent pas à la politique.

Nous choisissons un chapitre du livre ayant trait à la période qui a précédé la Grande Guerre 1914-1918.

* * *

« ...Pendant les années 1907-1908, la réaction anti-révolutionnaire atteignit son paroxysme. Cette période fut la pierre de touche de la vitalité de tous les partis révolutionnaires. Les bolcheviques eurent le dessous, en particulier dans le désordre de la période 1905-1906. Les chefs les plus éminents furent déportés ou jetés en prison. Lénine dut se hâter d'émigrer à la tête des meilleurs camarades. La grandiose activité révolutionnaire s'ensabla dès le début. La plus grande difficulté que dut affronter le parti était la question financière. Il n'y avait pas d'argent ni pour la propagande ni pour les dépenses privées.

Lénine vivait à Paris où, en commun avec Trotzky, il possédait une seule paire de bottes que les deux chefs utilisaient à tour de rôle pour les grandes occasions. Mais le côté le plus grave de cette pauvreté était

l'arrêt des préparatifs révolutionnaires. Souvent, il suffisait d'un rouble ou deux pour rendre la vie possible à un camarade ou pour lui permettre de fuir en Sibérie. Mais les deux roubles manquaient souvent. Avant l'échec des mouvements révolutionnaires l'argent avait afflué en abondance. Tous donnaient de l'argent : les grands industriels, les écrivains et même parfois quelque membre de la cour. C'était une chose bien vue que d'offrir de temps en temps à la caisse du parti un ou deux billets de mille. Maxime Gorky, le millionnaire connu Morossov, beaucoup de grands propriétaires fonciers le faisaient. Tchitcherine et Krassine étaient les pourvoyeurs stables du parti. Et Maxime Gorky s'émerveillait un peu de la facilité avec laquelle, pour exterminer définitivement le capitalisme, on obtenait de l'argent des capitalistes. Après la révolution, la situation



Staline d'après une vieille photo de la police tsariste

changea. Morossov, qui avaient versé des centaines de milliers de roubles aux communistes, se tua; les gros propriétaires sympathisants avaient été en partie déportés et en partie intimidés; Krassine lui-même, le « ministre des finances » du parti, n'avait plus rien. Lénine chercha énergiquement de quoi remplir les caisses. La première trouvaille, à ce propos, était venue de Krassine, qui avait eu la singulière idée de faire marier de jeunes et beaux communistes avec de riches veuves pour utiliser leurs avoirs aux fins du parti. C'est ainsi que par l'intermédiaire de Krassine eut lieu le mariage du communiste Ignatjev avec la riche héritière du moscovite Schmidt, grand propriétaire de manufactures. Ignatjev versa au parti tout l'avoir de sa femme. Mais quand le communiste Viktor, une fois conclu son mariage, refusa d'en faire autant, il fallut le contraindre *par sentence du tribunal du parti et menace de mort*. Lénine abandonna toutefois des expériences ultérieures dans ce domaine. Il donna l'ordre à Krassine de fabriquer de faux billets de banque.

A Berlin, où il était directeur de la Siemens, Krassine fit son premier essai. L'expérience échoua. La chose fut découverte par la police, fit grand bruit, fut portée devant la cour du parti et ne fut étouffée qu'à grand peine. Après quoi, Krassine envoya

Gorky en Amérique où il avait pour mission de quêter de l'argent.

Le seul système qui convenait fut trouvé par Staline en personne. Il décida d'exploiter les fameuses *Ex*. *Ex* signifiait « Expropriation de la propriété privée », pour laquelle on procédait comme suit: des groupes de communistes armés faisaient irruption dans les magasins, les banques et les bureaux de poste, vidaient la caisse et versaient l'argent dans les caisses du parti. L'ordre d'exécuter l'*Ex* n'en comportait pas moins des risques pour Staline. Les camarades n'étaient pas tous d'accord sur la légitimité du procédé et menaçaient d'abandonner le « parti des brigands ».

Pour les tranquilliser, Lénine dut rédiger quelques écrits dans lesquels il défendait le principe de l'*Ex*. Puis il fallut chercher les personnes susceptibles de mener à bien l'importante besogne. Ce ne fut pas facile. Les hommes à qui l'on pouvait absolument se fier, comme Krassine, étaient pratiquement incapables d'accomplir un vol: par contre ceux qui l'étaient, risquaient d'exploiter le moyen dans leur propre intérêt. Le seul homme, de toute confiance, et qui semblait même né pour ce genre d'activité, parut être, au Comité du parti, Staline en personne, avec ses cosaques bolcheviques. Staline qui s'appelait alors le camarade Koba, accepta aussitôt. Cette affaire, qui épouvantait beaucoup des hommes instruits du comité central, n'était pour lui qu'une normale activité de parti. La seule condition qu'il posa fut la liberté de choisir ses assistants. Naturellement Lénine y consentit.

Sous le surnom de « Koba », l'ancien théoricien du séminaire géorgien, devint l'un des plus fameux brigands du Caucase. Et ce n'est pas un mince mérite au Caucase, pays de brigands. Sa bande, reçut le nom d'« activistes transcaucasiens », mais les autorités et le public ne les distinguaient qu'à peine des habituels bandits qui pullulaient au Caucase. Toutefois Staline sut imposer à sa bande une parfaite discipline. Pendant un certain temps il fut le véritable chef des brigands d'Orient et les qualités qu'il y démontra nous disent que Staline, le partisan fanatique, sournois et laconique, était à son aise sur cette voie qui, jadis, l'aurait conduit à la fondation d'une dynastie asiatique et qui rendit le « chef de bande » maître d'un empire mondial.

Staline savait choisir ses hommes en véritable maître. Il n'attachait guère d'importance à la préparation marxiste et aux précédents pénaux. L'essentiel était le courage, le mépris de la vie, la volonté de voler et cette loyauté particulière aux bandits du Caucase.

La plupart des compagnons de Staline étaient cosaques, c'est-à-dire des hommes de

sa race dont il comprenait entièrement la langue et la mentalité. Les membres de minuscules tribus montagnardes, illettrés et prêts à tout, affluaient à l'époque dans les rangs des « radicaux » qui, après la révolution de 1905, étaient pour eux les hommes qui sanctionnaient la liberté du brigandage. Les communistes arméniens, géorgiens, musulmans, qui entouraient Staline, ne savaient pas grand chose des fins suprêmes de la révolution mondiale; en compensation, ils se rappelaient encore très bien les temps de la guerre sainte pour la libération du Caucase et ils savaient que là, sous la conduite du camarade Koba, ils pouvaient saccager, jouer du fusil ou du pistolet, se battre et faire bon marché de leur vie et de celle des autres. C'était là ce qui leur importait. Ajoutons que la plupart, comme Staline, étaient les ennemis de tout ce qui existait alors. En d'autres circonstances, tout comme Staline, ils seraient devenus de simples bandits. Maintenant ils s'appelaient marxistes ou « activistes du Caucase ».

A la tête des activistes du Caucase, Staline parvint à mener à bien une série de coups téméraires, de féroces agressions et de rapines devenues fameuses. Tous ses dons de conspirateur, ses façons brutales et cyniques, sa probité personnelle et sa cruauté furent mis en évidence au cours de ces exploits qui constituent la quintessence de la carrière d'un révolutionnaire.

* * *

Nous ne parlerons ici que d'une des plus grandes *Ex*, l'agression contre les caissiers de la succursale de Tiflis de la Banque d'Etat. Ce coup dément et sanguinaire fut préparé avec une précision mathématique par les meilleurs chefs de parti: Lénine, Krasine et Staline. En juin 1907, Krassine apprit qu'une forte somme d'argent devait être expédiée par le fisc de Petersbourg à Tiflis. Aussitôt il en informa Staline: cet argent ne devait pas échapper au parti. Staline prit les dispositions qui s'imposaient. Son meilleur, peut-être son unique ami, l'arménien Kamo, analphabète fidèle comme un chien et d'une témérité folle, fut envoyé en Finlande. C'est en Finlande que résidait alors Lénine, qui prépara de ses propres mains les engins explosifs. Kamo revint à Tiflis nanti d'armes et de bombes. Koba ne pouvait s'emparer de l'argent qu'à ciel ouvert. A partir du moment où il quitta Petersbourg, les activistes de Staline ne perdirent plus l'argent de vue et l'arrivée à Tiflis fut annoncée en temps utile. Le matin du 13 juin 1907, à 8 heures, les compagnons de Koba (Staline), et Kamo (Ter Petrossjan), se rencontrèrent à la taverne Tilipiciuri,

près du vieux séminaire géorgien. Les deux hommes s'entendaient bien: Kamo, sombre et taciturne, avait une forte musculature et il était, si possible, encore plus primitif que Koba. Tous deux étaient de bonne humeur; de la célèbre taverne Tilipiciuri où les princes et les notables géorgiens avaient accoutumé de boire jusqu'à l'aube, assis à la table ronde, avec les *kinto*, et les plus authentiques mauvais sujets, on voyait l'édifice du séminaire, semblable à une caserne; Staline parlait en se moquant, à son compagnon, du temps où il y étudiait les chants liturgiques. Aujourd'hui les poches des deux hommes étaient pleines de bombes chargées de dynamite. Le bande occupait une des plus grandes tables et Staline commanda une armée de bouteilles de vin géorgien qui excite sans griser. A 9 h. 30 entrèrent dans la taverne deux femmes modestement vêtues, Patia Goldava et Anna Sulamidse; elles s'approchèrent de Koba et chuchotèrent: « Juste maintenant le chef du bureau postal, Leone, a remis le paquet aux mains du caissier Kurdjukov et du comptable Golovnia ». La bande sortit aussitôt.

Une voiture traversait lentement les rues de Tiflis. Le comptable et le caissier s'y trouvaient: devant eux le paquet de banknotes. Les temps étaient redevenus tranquilles et la garde de l'argent n'avait pas entraîné de mesures spéciales. Derrière la voiture du caissier une autre suivait, avec une escorte armée. Les deux voitures étaient à leur tour escortées par un peloton du régiment cosaque. A Tiflis il n'était pas nécessaire d'en faire davantage.

A 9 h. 30, le convoi parcourait la Perspective Golovinski — la rue principale de Tiflis — et passa près du palais du gouverneur, obliqua sur la place Erivan et de là s'engagea dans la rue Sololak. Quand les voitures passèrent devant la demeure du prince Sumbatov, une bombe tomba du toit sur la première. La violence de l'explosion fut telle que toutes les vitres des fenêtres du quartier furent brisées. Au même instant, des passants se mirent à lancer des bombes et à tirer contre les cosaques. Ce fut une vraie panique: hommes, femmes, enfants se mirent à fuir dans toutes les directions; les coups de revolver continuaient. Les corps du caissier et du comptable, projetés hors de la voiture par la violence de l'explosion, gisaient sur la chaussée dans un bain de sang. Les cheval-légers cosaques tentèrent vainement d'opposer résistance. Les chevaux de la voiture dans laquelle se trouvait l'argent, restés saufs par miracle, emballés, partirent au galop. Un « passant » se mit à courir derrière eux et leur jeta une bombe dans les pattes. On entendit une autre explosion et les chevaux s'écroulèrent. Du coin de la rue voisine, un cheval-léger en uniforme d'of-

ficier s'approcha de la voiture en flamme, s'empara de l'argent et prit la fuite, en tirant des coups de revolver sur les passants et les cosaques. *L'Ex* ne dura que quelques minutes. L'homme qui avait jeté la bombe et pris l'argent dans la voiture en flamme était le camarade Koba-Staline. La seconde bombe avait été lancée par son ami Kamo.

Quand la fumée des explosions se dissipa, on compta dans la rue Sololak, 50 morts ou blessés, gisant sur la chaussée. Le butin était de 341.000 roubles, une somme énorme pour le parti. La somme était en billets de banque de 500 roubles, numérotés progressivement à parti de AM 629.000.

Le bruit causé par cet événement fut considérable. Toute la police russe fut mobilisée mais, comme d'habitude, on ne trouva pas trace des malfaiteurs. Staline n'était pas seulement un maître de l'action à ciel ouvert, c'était aussi un virtuose du secret des conspirations. Il est vrai que l'on se doutait bien qu'il avait trempé dans le complot, mais il était impossible de le prouver. Quant à la tâche de cacher et expédier l'argent ailleurs, de même que *L'Ex*, elle était confiée à l'habileté magistrale du futur dictateur.

Les héros du jour, Koba, Kamo et les autres, se retrouverent dans une autre taverne, également très fréquentée, mais distante de la ville, près du village du Duscet. Voler l'argent avait été relativement facile: le cacher pouvait être une entreprise ardue. Et même pour le cosaque romantique et avide, ce vol, accompli en plein jour, près du palais du gouverneur, était chose inouïe, jamais vue. Depuis cinquante ans, c'est-à-dire depuis le rapt historique des petites princesses, exécuté par Sciamil et Zinondaly, près de Tiflis, la capitale de la Géorgie n'avait pas connu des heures de consternation comme celles-là. Le prestige de l'empire tsariste était en jeu. Il fallait employer tous les moyens possibles pour capturer les voleurs. Staline se rendait compte des difficultés qu'il avait à surmonter. A Duscet, l'entrevue dura longtemps. Le problème consistant à porter l'argent à Lénine resta pour le moment subordonné au problème plus urgent: comment le cacher à la police.

* * *

Dans toute la ville de Tiflis il n'y avait qu'un homme qui ne savait rien de l'agression des communistes. C'était un professeur d'astronomie, directeur de l'Observatoire de Tiflis, un homme pacifique qui vivait détaché des choses de ce bas monde. Le bon savant passait ses nuits au télescope.

Dans la journée il avait coutume de se reposer des fatigues de ses pérégrinations dans le ciel nocturne. Il ne voyait jamais person-

ne et pour la police et les milieux politiques ce n'était qu'un personnage insignifiant. La renommée de ce savant incita Staline à se servir de lui. La nuit venue, quand le brave homme se trouva devant son télescope, Kamo se glissa dans sa modeste chambre à coucher; il défit les coutures du matelas étroit et dur et y introduisit les liasses de billets de banque. Puis il sortit aussi subrepticement qu'il était entré. Le savant ne s'aperçut de rien et ne se rendit même pas compte, plongé dans ses calculs, que son lit était un peu plus dur que d'habitude.

Aucun des membres de l'agression ne fut capturé. Staline séjourna avec ostentation un peu plus longtemps que d'ordinaire à Tiflis et ne fut pas inquiété. Puis il se rendit à Bakou pour s'y livrer à ses occupations habituelles et attendit patiemment que l'agitation des premiers jours se calmât. Enfin, nanti de l'argent, il partit pour Petersbourg où il était attendu par l'ingénieur Leonida Krassine, personnalité de la haute société, homme brillant et riche. Une seule inquiétude troublait la joie du camarade Koba. Le gouvernement avait fait publier dans tous les journaux russes et communiquer aux banques étrangères les numéros des billets volés. Il serait donc peut-être difficile d'écouler l'argent volé. Le chef des « activistes du Caucase » n'était pas en mesure de venir à bout de ce problème financier. Le maniement de l'argent, il faut le dire à sa louange, n'a jamais été son fort. Staline était embarrassé. Mais pour Krassine, financier du parti, cette difficulté n'était qu'une ineptie. En sa qualité de vieux technicien de l'activité révolutionnaire, il était doute tout indiqué pour venir à bout de la besogne.

On invita à collaborer à l'ouvrage une certaine Fanni, femme peintre surnommée « la sage » dans le parti. A l'aide d'un microscope et de quelques outils inventés expressément par Krassine, la « sage Fanni » modifia les numéros des billets de banque. Deux billets seulement furent à la fin inutilisables. La majeure partie fut sans tarder changée en Russie par le communiste Ignatjev. Le reste, une petite partie, arriva à Paris où la tâche de la changer fut confiée à un communiste surnommé « petit papa ». « Petit papa » n'eut pas chance: la police parisienne avait eu vent de l'histoire des billets de 500 roubles et « petit papa » dut passer en prison une certaine période, sous son vrai nom qui était Wallach. « Petit Papa » ne peut pas avoir oublié le tour que lui joua la police parisienne, laquelle, de toute manière, se garderait sans doute de lui rappeler cette vieille affaire si jamais il lui prenait fantaisie de revenir à Paris. En effet, à l'heure actuelle il ne s'appelle plus ni « petit papa », ni Wallach, mais camarade Litvinov, et il est ministre des affaires étrangères de l'Union (1).

A travers l'Europe et le monde

minimum



Les "Olympiens,,

C'est un terme à la mode et, qui dit bien ce qu'il faut quand il qualifie des hommes, d'un rayonnement exceptionnel, tel le grand physicien Robert Oppenheimer qui vient de mourir âgé de 62 ans, à Princeton.

Pourtant, à d'autres égards, nul ne paraît moins « olympien », au sens courant du mot qui implique une souveraine impassibilité, que ce savant tourmenté par de terribles problèmes de conscience et dont la carrière « améri-

caine » ne manque pas de soulever mille perplexités chez l'observateur européen...

Né à New York en 1904 de père allemand immigré aux U.S.A., Robert Oppenheimer étudia aux Universités d'Harvard et Cambridge puis, en Europe, à l'Université de Göttingen, un des hauts lieux de la culture européenne entre les deux guerres. De retour aux U.S.A., Oppenheimer enseigne simultanément à l'Université de Berkeley et au California Institute of Technology.

Quand la guerre éclate en Europe, en 1940, les U.S.A. commencent à s'interroger sur l'opportunité qu'il peut y avoir à tirer un profit militaire des dernières découvertes sur la fusion de l'atome effectuées sur le Vieux Continent et spécialement en Allemagne. C'est alors que Robert Oppenheimer organise le Centre de Los Alamos dont il devient directeur au début de 1943. Les résultats des travaux du Centre sont connus. A Alamogordo explose, le 16 juillet 1944, la première bombe atomique: c'est l'opération Trinity.

"Les rayons de mille soleils"

Cette explosion à laquelle il assista en personne, inspira à celui que tous appellent désormais affectueusement « Op-pie », cette citation désormais célèbre de la Bhagavada-Gîtâ:

*Si les rayons de mille soleils
illuminaient soudain
le firmament
alors le ciel
offrirait l'image
de la splendeur
du Tout-Puissant*

Mais l'euphorie est de courte durée: peu après, les deux bombes lâchées sur Hiroshima et Nagasaki vont jeter le trouble parmi les physiciens de Los Alamos. Est-ce pour tuer et dévaster que les savants ont tant travaillé? De ce doute qui les déchire, de ce dilemme hamlétique, Robert Oppenheimer, ce savant qui est aussi un poète, un lettré, un artiste sensible, est plus qu'un autre la victime.

(Suite de la pag. 17)

Staline n'attendit pas que fut achevée la transformation des numéros des billets. Au Caucase les activistes l'attendaient pour de nouvelles entreprises. 341.000 roubles étaient certainement une belle somme, mais ne suffisaient pas pour renverser le tzarisme. Lénine avançait toujours de nouvelles requêtes, et toujours de nouvelles banques, d'autres bijouteries et d'autres bureaux de poste devaient être dévalisés par Staline. Son exemple fit aussitôt école. Le nombre des bandits augmenta de façon terrifiante au Caucase et dans le reste de la Russie. Beaucoup de ces bandits se disaient « communistes » mais n'avaient nullement l'intention de partager leur butin avec le parti. Un contrôle de l'argent volé n'était pas possible. Nul ne pouvait empêcher à ces voleurs de se remplir les poches. Ce n'est que derrière le front

bas de Staline que de telles tentations n'arrivaient pas. En fait d'argent il était, est encore, l'homme le plus honnête du parti. Des centaines de milliers, peut-être des millions de roubles volés il ne se risquait pas à toucher un centime, ni pour lui, ni pour ses compagnons avec lesquels il vivait souvent fort chichement.

Staline lui-même, ne connaît pas le nombre exact des agressions et rapines opérées par les activistes. Il n'a pas l'habitude d'en parler. Seule une petite partie des ses célèbres *Er* est connue dans le détail par un cercle restreint de révolutionnaires caucasiens. Et ces détails en disent long sur le courage, l'incroyable audace et le brutal sang-froid du dictateur.

(1) Le livre a été publié en 1932.

Un humaniste qui n'est pas à sa place

C'est en effet une personnalité complexe que la sienne. Marqué par les deux Mondes, l'Ancien et le Nouveau, participant à la fois de la culture européenne et de l'esprit américain pratique et fou de technique, il ne parvient pas à concilier en lui-même les exigences eclectiques de l'humaniste qu'il est et le loyalisme sans nuances, élémentaire qui lui est demandé en tant que citoyen du grand pays technico-démocratique. Chose plus grave: dans ce milieu où la science est considérée avant tout comme la base de l'organisation industrielle et du progrès matériel, on considère avec suspicion ses connaissances et ses curiosités « para » ou extra-scientifiques qui exhalent, pour les narines de tout américain orthodoxe, une curieuse odeur de soufre infernal. Qu'un savant aime la musique, toutes les musiques, passe encore; qu'il apprécie les impressionnistes et les vers français du XVII^e siècle, d'accord, ces raffinements font partie des denrées culturelles nettement cataloguées comme articles de luxe, au même titre que le champagne rose et les parfums de Paris. Mais lire les poèmes sacrés des Hindous dans le texte, parler neuf langues et savoir par cœur des chapitres entiers de Proust, c'est pousser trop loin le fanatisme et s'adonner à des pratiques suspectes.

Brûlons les sorcières ...

Déchiré par les problèmes de conscience dont nous parlions plus haut, Robert Oppenheimer use néanmoins de toute son influence qui est immense pour maintenir sur pied le potentiel qu'il a créé à Alamos, mais, en même temps, il démissionne de sa

charge de directeur. Ce n'est pas la seule contradiction à laquelle le pousse la dualité dont il souffre.

De 1947 à 1952 il joue un rôle de premier plan à Washington comme président du General Advisory Committee de la commission de l'énergie atomique — dont il avait obtenu qu'elle fût un organisme civil — et surtout comme conseiller du gouvernement il participe à l'élaboration du célèbre Plan Baruch qui visait à soumettre les développements de l'énergie atomique au contrôle des Nations Unies.

Mais le temps est venu où l'Amérique s'avise qu'il est bon de brûler les sorcières. Le Président Truman, parfait représentant de l'américain moyen, passe outre aux recommandations du Comité et confie la mission de mettre au point la bombe à hydrogène à un autre physicien dont les relations avec Oppenheimer avaient toujours été délicates. L'étoile d'Oppie commence à décliner. Et les persécutions vont commencer.

Intelligence et liberté sous enquête

Il est inutile de revenir sur les événements bien connus qui suivirent la campagne maccarthyste, sur l'enquête à laquelle le savant fut soumis

pendant plus d'un an et au cours de laquelle on passa au crible tous les détails de sa vie privée qui pouvaient corroborer la terrible accusation lancée contre lui: Oppenheimer, agent soviétique, avait tenté de freiner l'effort de défense américain. Finalement lavé de tout soupçon de trahison, le suspect n'en fut pas moins condamné à une demie retraite civile et politique.

Une réparation tardive

Enfin, le Président Kennedy fit le premier geste qui devait amener la réhabilitation. Oppenheimer fut invité à la Maison Blanche avec tous les Prix Nobel américains et en décembre 1963 le Président Johnson lui remettait personnellement le Prix Fermi, la plus haute récompense décernée par la commission de l'énergie atomique. « Je pense, Monsieur le Président, — dit alors le physicien — qu'il vous a fallu bien de la charité et bien du courage pour me remettre cette récompense ».

Mais sans doute, lui en faut-il, à lui, bien davantage, pour courber sa grande intelligence et sa haute et scrupuleuse conscience devant la médiocrité, et ne pour ne pas refuser avec dédain cette réparation insuffisante et tardive.

bulletin européen

Rédacteur politique: MORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVAUT GINI
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie Lires 2.000 | Etranger Dollars 3,—
ABONNEMENT D'HONNEUR 5000 | ABONNEMENT D'HONNEUR 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E



HAROLD MAC MILLAN

Président d'Honneur du Mouvement Européen

ont collaboré...

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIANDE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOW SKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.